

UNIVERSITÉ DE PARIS – FACULTÉ DE DROIT

LES
BANQUES D'AFFAIRES

LEUR RÔLE

dans le relèvement économique de l'Europe

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Économique et Politique)

Présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 2 heures

PAR

Victor POPESCO

Président : M. Fernand FAURE

Suffragants { M. DESCHAMPS
M. Germain MARTIN } *professeurs.*

PARIS

—
1921

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BANQUES D'AFFAIRES

LEUR RÔLE

dans le relèvement économique de l'Europe

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Économique et Politique)

Présentée et soutenue le jeudi 9 juin 1921, à 2 heures



PAR

Victor POPESCO

Président : M. Fernand FAURE

Suffragants { M. DESCHAMPS }
 { M. Germain MARTIN } *professeurs.*

PARIS

1921

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

PRÉFACE

Les institutions que nous nous proposons d'étudier sous le nom de Banques d'affaires, sont des associations de capitaux qui accordent le crédit à long terme et qui participent aux entreprises.

Pour un meilleur éclaircissement de ce sujet, nous exposerons la situation des Banques d'affaires françaises sous toutes les formes, nous appuyant surtout sur des renseignements que nous avons pu recueillir dans ces établissements mêmes.

Le manque de publications détaillées des « merchants banks » d'Angleterre, ne nous a pas permis de nous documenter sur leur activité.

L'ensemble de notre étude sera complété par l'exposé de la politique des banques allemandes et de la situation de celles de Roumanie.

INTRODUCTION

Un des plus remarquables progrès accomplis par la science moderne fut assurément l'utilisation de la machine à vapeur, qui transforma complètement l'industrie vers le commencement de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Des souvenirs assez rapprochés nous indiquent comment les petits ateliers furent contraints à disparaître, faisant place aux grandes usines ; de même, l'essor gigantesque des chemins de fer remplaça bientôt les moyens primitifs de transport par diligences et autres, qui rendaient si difficiles et lentes les communications et les échanges de richesses.

Le développement croissant de l'industrie prit, par suite de la place de plus en plus prépondérante qu'occupe depuis les derniers 30 ans l'électricité dans la vie économique moderne, des proportions particulièrement considérables. Car, l'application pratique de cet élément modifie complètement la plupart des industries qui l'emploient comme force motrice.

Ce progrès prodigieux entraîna en outre d'autres phénomènes économiques et sociaux non moins importants.

Ainsi, les entreprises individuelles d'autrefois purent facilement être dirigées par un entrepreneur avec des capitaux soit personnels, soit familiaux, ou encore des fonds fournis par une commandite relativement limitée, tandis que les travaux de grande envergure nécessitèrent des ressources dont un petit nombre de personnes ne pouvaient disposer. Il fallut une association élargie de capitaux disséminés, un système financier bâti sur des bases beaucoup plus étendues. C'est la mise en circulation de l'épargne qui — stérile autrefois en son isolement — vient répondre à l'appel des esprits inventifs, se transformant en valeurs mobilières et participant à la création de nouvelles sources de production, dont la collectivité s'est enrichie, augmentant ainsi le capital de leurs propriétaires et contribuant au développement du bien-être général.

Un revirement se produit alors dans l'esprit du petit épargnant qui, attiré par la garantie des bénéfices des titres mobiliers émis par les grandes entreprises anonymes, vient se placer à côté des grands financiers participant ainsi à l'essor du pays. Car cette valeur mobilière qui facilite l'épanouissement de la production, transforme en même temps l'ancien caractère de la propriété qui devient, sous son influence, collective dans le vrai sens du mot, tout en restant cependant individuelle et transmissible. En d'autres termes, elle donne à la collectivité le bénéfice de l'association, pendant qu'elle conserve le stimulant de l'intérêt personnel à chacun de ses membres.

La vie économique du dernier siècle présente donc une complexité inconnue jusqu'alors.

Toutefois, il ne faut pas s'imaginer que la mise en mouvement des facteurs que nous avons indiqués s'est

faite spontanément. Les idées les plus ingénieuses d'un entrepreneur auraient pu rester stériles malgré les meilleures garanties d'honnêteté et de capacité, qui, à elles seules, n'auraient pas suffi à convaincre la foule d'épargnants disséminés. D'autre part, celui qui garde son argent amassé, attendant les occasions sûres pour un placement productif, aurait été embarrassé et n'aurait pu connaître ou choisir les personnes dignes de leur confier les destinées de sa fortune.

« La nécessité crée l'organe » et dans cette matière plus qu'ailleurs ! Un nouveau rouage intervint pour la réalisation des idées et la mise en mouvement de l'épargne.

Ce facteur essentiel qui possède lui-même des puissants capitaux personnels et qui est à la fois le conseiller du public et marchand de titres, c'est la Banque d'affaires. C'est elle qui, après une étude complète et approfondie des affaires réunissant les meilleures conditions pour un développement sérieux, leur accorde les fonds nécessaires et l'appui des capitalistes, ayant la certitude de pouvoir placer les titres parmi la multitude d'épargnants, dès que l'affaire présentera les meilleurs gages d'un résultat favorable.

Analysant le rôle capital de ces « Financiers », M. Sayous, avec sa haute compétence, les considère comme des « génies créateurs qui permettent aux idées de passer à l'acte (1) ».

On aperçoit facilement que ces intermédiaires, ayant l'intuition d'un avenir plein de promesses et accordant généreusement leur confiance à toutes les initiatives heu-

(1) SAYOUS : *Les Banques de dépôts, les B. de crédit et les Soc. financières.* Paris 1901.

reuses, ont pu avoir une influence décisive sur le développement de l'industrie moderne.

Le rôle des Banques d'affaires devient plus évident encore à la suite du bouleversement économique général résultant de la dernière guerre.

En effet, pendant des années, les efforts des pays les plus riches, qui pouvaient autrefois alimenter tout le reste du monde, sont employés pour la destruction des richesses. Les matières premières, nécessaires aux diverses fabrications, sont au lendemain de la guerre beaucoup plus rares. D'autre part, les « signes monétaires » sont si multipliés, l'inflation des « moyens de paiement » est si accentuée, que les industries de tous les pays ont besoin, pour reprendre et continuer leur travail, de capitaux sensiblement supérieurs à ceux d'autrefois. D'où la nécessité de nouvelles émissions, qu'on observe dans toutes les entreprises qui veulent revivre.

En même temps, une immense vague d'énergie apparut dès les premiers jours de la paix ; des initiatives nombreuses firent pousser des entreprises fécondes, pour le réoutillage des régions complètement détruites, pour la remise en état des mines inondées, des puits de pétrole anéantis, des usines bombardées, pour le remplacement des bateaux coulés, pour remplir un vide dont les proportions sont fantastiques.

Il est donc évident que, pour répondre à ces multiples demandes, le problème des Banques d'affaires prend une importance toute particulière pour ceux qui s'intéressent au rétablissement et à la prospérité des pays qui ont le plus souffert des conséquences de la plus effroyable des guerres.

CHAPITRE PREMIER

PARALLÈLE

ENTRE

les Banques d'affaires et les Banques de dépôt

§ 1. — Caractères généraux.

Pour la mise au point de la question principale qui intéresse notre ouvrage, que nous désirons rendre le plus compréhensible, il nous semble utile d'indiquer en premier lieu la différence caractéristique entre une Banque de dépôt et une Banque d'affaires. Certainement, il y a quelquefois un enchevêtrement dans l'existence pratique de ces deux catégories d'institutions, mais pour le théoricien averti les caractères particuliers à chacune apparaissent nettement.

Sous le nom de Banques de dépôt on comprend les établissements qui ont à leur base les dépôts confiés provisoirement par le public et dont l'existence remonte aux temps les plus reculés. Leurs capitaux propres et leurs réserves sont très inférieurs aux sommes apportées par les clients. En effet, si l'on considère les quatre grandes banques de dépôt françaises, il est facile à remarquer la disproportion entre ces deux catégories de ressources qui apparaît nettement dans les chiffres ci-dessous, extraits de derniers bilans publiés, où la totalité des capitaux et réserves ne représente que $1/7$ des sommes déposées.

EN MILLIONS FRANCS A 31 DÉCEMBRE 1919

	Capital versé	Réserves	Dépôts
Crédit Lyonnais.....	230	200	2792
Société Générale.....	250	50	2101
Comptoir national d'escompte....	200	42	2022
Crédit industriel et commercial..	31	26	245
TOTAL.....	731	318	7160

Les Banques de dépôt ont la garde de cet « argent d'autrui » dont elles garantissent la sécurité parfaite et la disponibilité complète.

Pour remplir ces engagements, les banques d'autrefois n'osaient pas faire le moindre déplacement de cet argent. Elles gardaient bien les sommes qu'on leur avait confiées ; les services ainsi rendus, étaient payés par les déposants. Aujourd'hui, grâce à une évolution heureuse et à une organisation merveilleuse, toute disponibilité provisoire est mise en mouvement, étant employée par les banques en vue de faciliter la circulation des richesses.

Comme un grand bassin ou réservoir avec un très grand nombre de robinets d'entrée et de sortie, les Banques de dépôt reçoivent sans cesse d'une part pour verser de l'autre. Elles savent employer efficacement leurs disponibilités, tout en tenant compte que le niveau du bassin soit assez haut à n'importe quel moment, pour être en état de faire honneur aux demandes imprévues des déposants.

Les Banques d'affaires sont la création des nouvelles nécessités du dernier siècle. Elles travaillent généralement avec leurs capitaux propres, y compris les réserves qui sont souvent très élevées et encore avec l'argent qu'elles empruntent à long terme par le moyen des obligations. De plus, elles s'assurent habituellement le concours d'un certain nombre de capitalistes.

Travaillant avec des sommes qui ne demandent pas une

liquidité qui pourrait gêner, — ces sociétés de capitaux jouissent d'une grande liberté et agissent dans des domaines qui ne manquent pas de risques, mais, qui par contre peuvent leur procurer l'occasion de profits beaucoup plus sensibles.

Leur opération fondamentale est de prendre ferme ou en garantie des titres, aidant ainsi à la constitution ou à l'extension des grandes entreprises industrielles, commerciales ou financières. Elles découvrent et suscitent les affaires, leur accordent, dans bien des cas, des crédits à leur début et préparent les syndicats d'émission. Puis, lorsque l'affaire est reconnue viable, elles y associent le public, lui transmettant les titres émis, tout en gardant pour elles-mêmes des participations assez élevées.

Ayant en leur possession des « disponibilités définitives », ces banques viennent donner aux affaires non seulement la vitesse, mais la vie même.

Quant aux dépôts et comptes courants, ils ont dans une Banque d'affaires une importance secondaire, car ce sont des sommes laissées par les sociétés fondées par son intermédiaire, des valeurs qui ne risquent pas d'être retirées inopinément. Pour marquer cette différence de nature de cet argent d'autrui qu'elles gardent provisoirement, la plupart des Banques d'affaires n'inscrivent même pas de rubrique « dépôts » à leur passif, dans lequel on ne voit figurer que les « comptes courants créditeurs ». Ainsi au bilan de la Banque de Paris et des Pays-Bas dans l'année 1917 on voit les comptes courants créditeurs formant 48 % du passif et le capital et réserves 32 % du total passif, tandis que au Crédit Lyonnais 62 % dépôts et 15 % capital et réserves.

Sauf le placement de titres, ces Banques d'affaires n'ont

aucun rapport avec la petite clientèle. Ce sont les autres qui travaillent avec tout le monde, faisant souvent des services presque gratuitement, en offrant au particulier la garde des valeurs dans des coffres-forts, au rentier la garde des titres et coupons, au spéculateur service d'ordres de Bourse et d'informations, au commerçant l'escompte ; tout cela surtout pour attirer à elles une immense clientèle, ayant pour but essentiel de grouper les capitaux qui aideront puissamment au succès des opérations engagées par les grandes Banques d'affaires.

En ce qui concerne les bénéfices, les Banques de dépôt ont des revenus presque sûrs qui suivent, avec de courtes hésitations, une progression continue, tandis que les Banques d'affaires subissent de brusques variations, parce qu'elles sont directement influencées par les grandes crises. Ces dernières connaissent plus souvent les périodes de grandeur et de décadence et en vue des éventualités malheureuses, elles renforcent leurs réserves dans les moments de « pléthore d'affaires », afin de pouvoir résister aux jours de stagnation et d'assurer ainsi les dividendes habituels.

§ 2. — La nature des fonds.

La différence entre les deux sortes de banques peut être mieux saisie lorsqu'on examine la nature des fonds que chacune d'elles emploie. En effet, ces disponibilités ont une origine différente, des caractères distincts et un nom à part.

L'argent mis en mouvement par les Banques de dépôt — sauf leur capital et les réserves propres qui ne sont pas assez élevés, — leur est confié par les clients dans le but de le garder en toute sécurité, afin qu'ils puissent en disposer

soit à des périodes prévues d'avance ou à tout moment imprévu. Supposons un fabricant qui est obligé, par la nature de ses occupations, de faire les dépenses les plus diverses. Il aura à verser de l'argent pour reconstituer les sources matérielles dont il s'est servi : refaire l'outillage, réparer les bâtiments, s'approvisionner d'un nouveau stock de matières premières ; de plus, il aura à faire les dépenses de « location des sources de revenu », comme le salaire à payer aux ouvriers, l'intérêt des capitaux empruntés et — lorsqu'il n'est pas le propriétaire — le fermage des bâtiments.

Ce qui lui reste, constituant son revenu net, il peut l'employer pour la satisfaction de ses goûts et besoins personnels, ou, s'il est prévoyant et si les revenus sont assez élevés, il peut leur donner une destination en vue de créer une nouvelle source de profits.

Le temps qui s'écoule entre le moment où l'on touche ses revenus bruts et l'occasion la plus propice de faire n'importe quel genre de dépenses est plus ou moins long. En attendant sa destination prochaine, l'argent est gardé dans la caisse du possesseur, ou parce que les garanties de sûreté et de disponibilité sont toujours les mêmes, on le déposera dans une banque.

De cette façon, il est facile à remarquer le caractère provisoire de ces sommes mises de côté ; même si elles sont placées, elles ne le sont jamais que momentanément, pour être retirées au bout de quelque temps.

Afin d'éviter la confusion, disons-le, comme M. Rist (1) : le nom qui convient à ces valeurs, c'est l'*épargne provisoire* ou à court terme ou l'*épargne réserve*, dénommée

(1) *Cours d'Economie politique*. Doctorat 1919-1920.

ainsi par différence de l'épargne définitive ou à long terme qui est la véritable épargne créatrice de revenus neufs.

Ce qui constitue la caractéristique des fonds utilisés par les Banques d'affaires est justement l'abandon à long terme qu'on a fait de ces sommes. Un groupe de capitalistes, ayant des disponibilités qui ne sont réclamées par aucun besoin présent ou approché, viennent verser leur argent dans cette société financière, en vue d'avoir assuré dans l'avenir, à côté de leur capital propre, un revenu plus ou moins sensible. Ce n'est pas seulement une mise de côté pour l'avoir à la disposition plus tard, comme c'était le cas des Banques de dépôt ; c'est un véritable placement productif. Il fait partie de ce qu'on considère comme l'épargne d'un pays. « A la veille de la guerre, la France épargnait environ 4 milliards de francs par année, l'Angleterre 12 milliards, l'Allemagne 8 milliards. Ce chiffre dépend de la puissance productive d'un pays et de son esprit d'épargne (1) ».

Les fonds qui vont alimenter les Banques de dépôt ne constituent pas l'épargne publique. « Il n'y aurait pas, en effet, d'épargnants qui fussent assez simples d'esprit pour placer leurs économies en comptes de banque à 1 ou 2 %, alors qu'ils n'ont que l'embarras du choix pour les employer à 5 ou 6 p. 100 en valeurs de premier ordre. On ne place pas son argent à la banque ; on l'y dépose. Les sommes qu'on lui confie sont précisément celles dont on tient à ne pas se démunir, parce qu'on prévoit qu'on en aura, ou qu'on pourra en avoir besoin prochainement : quand le propriétaire présentera la quittance du terme, quand le tailleur enverra sa facture, ou quand

(1) M. RIST. *Cours d'Ec. polit.* 1918-19.

l'émission du futur emprunt sera ouverte. De ces sommes, les unes se transformeront en véritable épargne, le jour où le client apportera à la banque une souscription ou un ordre d'achat en Bourse ; d'autres rentreront dans la circulation, lorsque le client les retirera pour les appliquer à ses dépenses ; et ce sera la plus grosse part. Pour le moment, ce ne sont que des disponibilités provisoires et flottantes (1) ».

Tandis que l'épargne définitive est constituée en vue d'un nouveau revenu, pour toucher un intérêt en plus, l'épargne provisoire n'a pas du tout la même raison d'être, car l'intérêt qu'on lui sert est minime et souvent nul. En effet, la Banque de France n'en sert pas à ses déposants et les Banques de dépôt anglaises accordent un intérêt minime seulement pour des sommes assez élevées.

§ 3. — La nature des opérations.

Après avoir connu l'origine et les particularités des sommes employées dans les deux sortes de banques, on s'explique aisément pourquoi les opérations faites par les Banques de dépôt sont — dans une large mesure — différentes de celles qui entrent dans la sphère d'action des Banques d'affaires.

Les premières, qui sont connues encore sous le nom d'Etablissements de crédit, placent leur argent seulement dans des opérations qui donnent la possibilité d'avoir sous la main ces sommes prêtées, car la nature des fonds qu'elles possèdent les oblige à ne pas faire des immobili-

(1) ALLIX (Edgar). *La Banque et l'Industrie* (Revue politique et parlementaire, 10 janv. 1921).

sations et à avoir toujours des ressources liquides et exemptes d'aléas. Elles ne sont pas obligées de courir après des profits élevés ; le fait que l'argent employé ne leur coûte pas trop cher, leur permet de se contenter d'un revenu plus modeste.

Les résultats désastreux, l'écroulement, en temps de crise, des banques qui avaient imprudemment disposé, comme de leurs propres biens, de l'argent à elles confié, sont pleins d'enseignement pour les Banques de dépôt. Elles savent aujourd'hui que, comme dit la parole biblique, « leur édifice est bâti sur le sable » et que le moindre événement peut donner place à un « run », c'est-à-dire à un assaut du public en vue du retrait des dépôts. Les grands établissements de crédit français ont considéré comme leur meilleur intérêt de respecter le mot d'ordre donné par le fondateur du Crédit Lyonnais : « Les entreprises industrielles, même les mieux conçues, même les plus sagement administrées, comportent des risques que nous considérons comme incompatibles avec la sécurité indispensable dans les emplois de fonds d'une Banque de dépôts (1) ». Elles ont, par la suite, quelquefois, transgressé ces sages conseils, mais toujours avec toute la prudence nécessaire et non sans avoir à tout moment un total de valeurs liquides dépassant sensiblement les sommes confiées par les déposants. Ainsi, à la fin de l'année 1913, c'est-à-dire à la clôture du dernier exercice normal d'avant guerre, les cinq grandes Banques de dépôt avaient au passif comme des sommes immédiatement exigibles, un total de 5.417 millions de francs et l'actif immédiatement

(1) Henri GERMAIN. *Assemblée génér. du Crédit Lyon. du*
5 avr. 1902.

réalisable s'élevait à 7.233 millions de francs (1). Par conséquent l'actif représentait à peu près une fois et demi le passif.

Les opérations choisies par une Banque de dépôt sont donc déterminées et limitées par la nature même des ressources avec lesquelles elle opère, qui sont des disponibilités essentiellement provisoires.

Le placement « *per excellentiam* », remplissant la condition de sûreté et de disponibilité, est l'*escompte* des effets de commerce. On sait que « *escompter un effet de commerce* est en verser le montant au porteur, avant l'échéance, contre remise du titre, et sous certaines retenues, dont la principale est proportionnée au temps à courir jusqu'à l'échéance (2) ». Ce genre de crédit est généralement accordé à très court terme, quatre-vingt-dix jours au maximum. Le titre en cause est d'habitude la contre-partie d'une marchandise et l'escompteur a tous les moyens de contrôler s'il ne s'agit pas d'une « *traite de complaisance* ». De plus, ces valeurs sont munies de deux signatures au moins, solidairement responsables du paiement à l'échéance.

En plus de ces garanties, il reste, pour les banques ayant disposé de leurs fonds, comme dernière soupape de sûreté, la Banque d'émission qui accepte le réescompte des traites à trois signatures ; mettant ainsi à la disposition des banques, les fonds dont elles ont besoin dans les moments de crise.

Une autre opération à très court terme, faite fréquemment par les Banques de dépôt, est le *report*, « qui

(1) *Econ. Europ.* 1914, page 362.

(2) TERREL et LEJEUNE. *Traité des opérations commerciales de Banque*, p. 82.

consiste à se substituer à un acheteur à la Bourse en levant les titres dont il s'était engagé à prendre livraison à une échéance fixe, et en remettant la conclusion de l'opération à la liquidation suivante, moyennant un intérêt (1) ». Cela arrive lorsque l'acheteur des titres à terme n'est pas disposé à prendre les titres et à payer la somme convenue, espérant que dans quelque temps, le cours sera plus élevé. En ce cas il se présente à la banque, et lui fait une vente au comptant de ces titres avec la condition de les lui racheter à une date ultérieure. La banque avance immédiatement la somme au reporté pour acquitter l'achat au terme arrivé à la liquidation et en échange prend les titres, s'assurant toutefois d'une caution du reporté pour une baisse éventuelle des valeurs confiées.

Une opération analogue à cette dernière, constituant également la contre-partie des exigibilités à très courte échéance, est l'*avance sur nantissement* de titres ou marchandises. Lorsqu'on a besoin d'argent, au lieu de vendre ces titres et d'acheter plus tard plus cher et avec des frais de courtage et de commission à la vente et à l'achat, on se présente à la banque et on fait un emprunt, laissant ses titres en garantie. Le même procédé est employé par celui qui laisse ses marchandises en gage. Seulement la situation juridique du banquier détenteur de ces nantissemments est un peu différente de celle du reporteur, parce que pendant la durée du temps qui s'écoule du moment des avances jusqu'à l'échéance, la banque qui a prêté la somme est le propriétaire des titres laissés en garantie. Par conséquent, en cas de lots éventuels à toucher, c'est la Banque qui en profitera.

(1) HUART. *L'organisation du Crédit en France*, p. 48. Paris 1913.

Il faut ajouter que dans ces deux dernières sortes de prêts, et pour s'assurer une situation exempte de surprises, les banquiers doivent prendre une marge suffisante pour être à l'abri de toutes variations de cours. Ils doivent aussi conserver le caractère essentiellement provisoire, sans laisser au client l'espoir d'un renouvellement à l'échéance, étant à chaque terme libres de disposer de leurs crédits.

La nature du crédit accordé par une banque n'est pas toujours suffisamment indiquée par le nom de cette avance. Les prêts à courte durée peuvent très bien ne pas avoir ce caractère, — exemple les méthodes employées par les banques allemandes pour ce genre d'opérations. — Dans ce cas on doit examiner l'esprit des choses, pour mieux se rendre compte de la nature du crédit accordé.

La même observation pour les deux opérations suivantes : les *comptes courants* débiteurs, qui dans la majorité des cas sont accordés à découvert à des maisons sûres ; et les *acceptations*, qui consistent de la part d'une banque de prêter, à ceux qui ont besoin d'argent, non pas ses fonds propres, mais sa signature, son nom. En vertu d'un pareil engagement, le client a le droit de tirer pour des sommes convenues des lettres de change sur la banque, qui les acceptera, donnant la possibilité à celui qui sera muni d'une semblable traite, de trouver l'argent chez n'importe quel autre banquier du marché.

Par tous les moyens indiqués jusqu'ici, les Banques de dépôt « alimentent la trésorerie de l'établissement, de manière à maintenir l'équilibre entre les rentrées et les déboursés (1) ». Elles facilitent ainsi la circulation et l'expansion des richesses.

(1) ALLIX (*Edgar*). Article cité.

En ce qui concerne l'importance de ces opérations, voici quelques chiffres d'après M. Nexmarck (1) et M. Rouleau (2) :

A. — Les 4 grandes Banques de dépôt françaises plus le Crédit Foncier.

EN MILLIONS DE FRANCS			
Fin décembre	Portefeuille commercial X	Reports et avances	Compt. cour débiteurs
1913	3729	1188	1492
1914 (30 avril).....	3971	1222	1623
1919	8749	804	2613
1920 (30 avril).....	458	942	3487

B. — Les 21 joint stock banks d'Angleterre.

	1913	1918	1919
<i>En millions de £</i>			
Portefeuille (escomptes et avances)....	540	835	1430
Acceptations	62	59	451

C. — Les 7 grandes Sociétés de crédit allemandes.

	1913	1918	1919
<i>En millions marks</i>			
Portefeuille (y compris les Bons du Trésor)	1776	1130	22539
Avances et reports.....	1270	2090	2445
	325	1073	3874
	1330	330	899

D'autre part, « la liberté d'action d'une Banque d'affaires est beaucoup plus grande que celle des établissements de dépôt. Le capital social n'étant exigible qu'à l'expiration de la Société, celle-ci peut l'employer de toute autre façon que les Banques obligées de songer constam-

(1) *Journal de la Société de Statist. de Paris*. Déc. 1920.

(2) *Journal de la Société de Statist. de Paris*, Mai et oct. 1920.

(X) Crédit Foncier excepté.

ment à conserver des disponibilités considérables. Les Banques d'affaires peuvent immobiliser leur capital social et leurs réserves dans des entreprises à longue échéance. Elles peuvent créer des Sociétés et jouer un rôle direct dans l'industrie (1) ». Elles collaborent étroitement et directement avec les affaires, auxquelles elles s'attachent, partageant dans une mesure plus ou moins large les aléas, avec cette réserve, cependant, qu'ayant des participations dans de multiples entreprises, elles partagent la division des risques.

La commandite de l'industrie ne peut être réalisée d'une façon rationnelle que par une pareille banque ; on ne peut, en effet, jamais savoir exactement, quand on commandite une industrie, au bout de combien d'années la production sera suffisamment intense, les bénéfices assez forts pour permettre le remboursement des capitaux engagés.

Les Banques d'affaires cherchent les entreprises qui ont des titres à émettre ; elles sont « l'élément inventeur et créateur » ; elles découvrent, préparent et concluent les affaires, et les établissements de dépôt entrent en scène quand la pièce est montée et n'acceptent des rôles que lorsque le succès ne présente aucun doute. Les Banques de dépôt françaises, qui, en ce qui concerne leurs opérations, tiennent la place moyenne entre celles d'Angleterre et d'Allemagne, n'hésitent pas à sortir un peu de leur véritable rôle et à s'associer aux Banques d'affaires dans les syndicats de prise ferme et de garantie. Il est inconteste qu'elles n'accordent leurs participations qu'aux affaires ne présentant aucun risque, telles que les grands emprunts d'Etat et les émissions de titres des grandes

(1) R.-G. LEVY. *Qu'est-ce qu'une Banque*. P. 37. Paris 1918.

Sociétés, bien connues et appréciées du public. En outre, elles « se réservent toujours le bénéfice de la force majeure, fixant des clauses résolutoires pour des cas comme : la guerre, les complications politiques, baisse de l'emprunt de l'Etat débiteur à la Bourse avant l'époque fixée pour l'émission et au-dessous d'un certain cours déterminé, etc. (1) ».

Le plus souvent, les risques sont en outre évités de la façon suivante : Avant de signer le contrat de prise ferme, elles s'assurent du placement dans leur clientèle, par condition éventuelle et résolutoire et, c'est le plus souvent lorsque cette assurance leur est acquise, qu'elles apposent leur signature sur l'engagement.

En ce qui concerne le rôle de simples intermédiaires dans le placement des titres à leurs guichets, sans aucune responsabilité de leur part, les Banques de dépôt françaises, comme celles d'Angleterre, le pratiquent sur une large échelle, étant les plus indiquées pour une pareille opération. En effet, elles sont les détenteurs de l'épargne provisoire du public et, avec leur réseau d'agences étendu jusque dans les coins les plus reculés du territoire, sont merveilleusement outillées pour faciliter les placements.

(1) KAUFMANN, *La Banque en France*. P. 306. 1913.

CHAPITRE II

LES GRANDES BANQUES D'AFFAIRES DE PARIS

§ 1. — Vue générale.

Facilitant des crédits à presque tous les Etats qui en avaient besoin et surtout aidant la transformation des entreprises privées en sociétés anonymes, favorisant les fusions de sociétés et suscitant la création d'affaires nouvelles, partout où le milieu économique était favorable, — les grandes Banques d'affaires françaises ont eu un rôle prodigieux depuis le dernier quart du siècle dernier jusqu'à l'arrivée des jours troubles de la guerre.

Leur activité a dû cesser presque brusquement au début de la grande tourmente, pour être reprise petit à petit quelques mois après et aider les initiatives en vue de la résistance du pays ; ensuite, dès la fin des hostilités, elles sont intervenues pour donner des directives nouvelles aux entreprises nationales qui commencèrent à se développer.

En effet, par la prise ferme et l'émission d'actions, elles donnent aux grandes entreprises la possibilité d'avoir les fonds d'établissement nécessaires et par le lancement d'obligations, elles leur facilitent des crédits à long terme. Assurant ainsi « l'existence » des affaires, elles gardent généralement dans leur portefeuille un nombre assez important d'actions, leur assurant le droit d'intervention efficace dans la direction et la destinée de ces sociétés.

De cette manière, les profits obtenus par les Banques d'affaires à l'occasion des émissions sont augmentés par

les apports de dividendes accordés par les entreprises dans lesquelles elles ont des participations.

Dans les moments de crise, comme celle d'aujourd'hui, les Banques d'affaires font tout leur possible pour accorder des crédits qui peuvent sauver les difficultés passagères, contrairement aux établissements de crédit qui se trouvent dans l'obligation de prendre des précautions précisément pendant ces moments d'incertitude.

En regardant les bilans des banques qui nous intéressent, on peut difficilement distinguer l'importance de leurs opérations ; il faut une initiation spéciale pour savoir interpréter l'étendue d'action d'une pareille banque.

Dans certains cas, ce n'est qu'après un examen des comptes courants — se chiffrant souvent par centaines de millions — que l'on peut trouver l'indice d'une activité heureuse. Il n'est pas facile cependant de se rendre compte quand une semblable banque va sur un chemin malheureux et lorsque la direction cherche à sauver les apparences. Dans ce dernier cas, les actionnaires touchent régulièrement leurs dividendes, les chiffres du bilan donnent l'aspect d'une situation normale, toutes les étiquettes sont bien mises ; mais cela n'empêche toutefois pas qu'une faillite soit proche.

Prenons l'exemple de la Banque Franco-Américaine (1) qui présentait comme bénéfices de l'exercice 1912 le chiffre de 1.845.993 francs, c'est-à-dire un plus de 353.744 francs sur l'exercice précédent. La fausseté de cette situation apparut au mois de septembre 1913, lorsque cette société financière fut déclarée en faillite. En quoi consistait la prospérité apparente du bilan passé ? Si l'on considère le

(1) Note trouvée à l'archive de la Banque Française pour le Com. et l'Industrie.

portefeuille-titres de l'année 1912 on voit la valeur de 4.975.831 francs qui représente un plus de 2.056.192 fr. en comparaison avec l'exercice 1911, quoique ni le nombre ni la valeur des titres n'avaient pas été augmentés.

Assurément, une Banque d'affaires est très exposée aux risques lorsque des dirigeants incapables et amateurs de spéculations la conduisent dans des voies dangereuses, sans étude préalable des possibilités. Ce n'est pas à de pareilles banques, conduites par des hommes pas suffisamment qualifiés pour les postes de confiance qu'ils occupent, que nous nous arrêterons pour notre étude.

Il y a à Paris quatre Banques d'affaires qui ont donné des preuves sensibles d'une activité intelligente et fructueuse. C'est à elles que nous nous rapporterons. Ne recherchant notre documentation que dans les établissements de tout premier ordre, nous laisserons de côté l'activité des autres banques s'occupant aussi principalement d'émissions et de participations financières, tels que : 1° *Le Crédit du Nord* (capital 125 millions), 2° *Le Crédit Commercial de France* (capital 120 millions), 3° *La Banque Transatlantique* (capital 40 millions), 4° *La Compagnie Algérienne* (capital 100 millions), etc.

Il n'est pas superflu de répéter que les grandes Banques de dépôt françaises n'évitent pas d'entrer dans les syndicats de prise ferme et de garantie toutes les fois qu'il s'agit de l'émission d'un emprunt d'Etat ou de valeurs d'une grande entreprise bien connue. C'est ainsi que les titres du grand emprunt Marocain de 62.500.000 francs en 125.000 obligations, émises en 1904, furent distribués de la façon suivante (1) :

(1) Chiffres d'après RIBAYROL. *De l'organis. bancaire en France*, p. 450, Thèse Toulouse 1912.

Banque de Paris et des Pays-Bas.....	12,8 %
Comptoir d'Escompte.....	12,8 %
Société Générale.....	12,8 %
Société Marseillaise de Crédit.....	14,1 %
Crédit mobilier.....	6,4 %
Banque Française pour le Commerce et l'Indus- trie	9,6 %
Banque Impériale ottomane.....	5,1 %
Crédit Algérien.....	6,4 %
Banque Allard et C ^{ie}	9,6 %
— de l'Indo-Chine	6,4 %
— de l'Union Parisienne.....	4,0 %
TOTAL.....	100

§ 2. — Le mécanisme des Syndicats d'émission.

Comme leur nom l'indique, les syndicats d'émission ont pour objet de placer des titres dans le public. Le mot émission est employé ici dans son sens le plus large, comprenant toutes les modalités possibles de placement, comme : mise en souscription publique avec répartition éventuelle, placement au guichet jusqu'à concurrence du disponible, réalisation en Bourse.

Dans tous ces cas différents, le syndicat se propose de lever des titres pour un prix inférieur à celui auquel il les écoulera dans le public, son bénéfice provenant de la différence entre les deux cours, sous déduction des différents frais nécessités par l'émission. Cette opération comporte un risque, car le placement peut ne pas réussir, et en ce cas le syndicat doit garder à son compte un stock de titres, dont la possession constitue une immobilisation nuisible, — en admettant que les cours ne viennent pas à se déprécier. Le risque est d'autant plus grand que l'opération est plus aléatoire, soit que la société émettrice ne jouisse pas de la faveur du public, soit que l'état du marché se prête mal à sa réalisation.

S'il s'agissait d'une affaire pour laquelle les capitaux demandés n'étaient pas si importants, une seule banque

suffirait pour assumer la responsabilité de l'émission, dont elle aurait gardé tout le bénéfice. Mais, comme très souvent les affaires d'aujourd'hui ont de grandes proportions, le banquier n'hésitera pas à faire appel à ses confrères qui le déchargeront d'une partie du risque, contre la part de bénéfice à eux abandonnée. Alors l'abandon de cette part équivaut exactement au paiement d'une prime d'assurance et par la possibilité d'une sous-participation, le risque se répartira à nouveau sur un plus grand nombre de têtes et ainsi de suite à l'infini.

Quoique, dans la pratique, on confond souvent les expressions, il est néanmoins utile de faire la distinction entre les syndicats de prise ferme et les syndicats de garantie. Les *syndicats de prise ferme* sont une *association* qui lève un paquet de titres à son nom et pour son compte. Elle en devient donc propriétaire, dès l'instant que le contrat est parfait, et elle agit alors vis-à-vis du public bien plus comme vendeur que comme placier. Au contraire, les *syndicats de garantie* s'engagent vis-à-vis de la société à placer dans le public, au nom de celle-ci, les valeurs mobilières qui font l'objet du contrat et à souscrire pour son propre compte celles qui resteront éventuellement non placées. Dans ce cas, les banques syndicataires n'agissent pas en leur propre nom, mais au nom de la société dont ils ne sont plus que les mandataires. Ils ne deviennent propriétaires des titres que du jour où l'émission est close et sur ceux qui n'ont pas été souscrits.

Il y a des cas où forcément le syndicat doit suivre la voie de la prise ferme, exemple lorsqu'il a l'intention d'écouler les titres en Bourse. Dans cette occasion, le syndicat ne peut pas agir autrement que pour son propre compte.

Lorsque le syndicat se propose de placer dans le public,

non pas par voie de vente en Bourse, mais par l'intermédiaire de ses guichets, on peut utiliser ou « la prise ferme » ou « la garantie », bien que cette dernière forme soit en ce cas la plus courante. — Comme j'ai eu le plaisir d'entendre de la part d'un aimable chef de la section financière d'une Banque d'affaires, « la plupart des actes syndicaux font souvent la confusion entre ces deux termes, surtout lorsqu'il s'agit d'une émission d'obligations ; ils parlent de prise ferme, alors que le syndicat ne donne que sa garantie ».

Pour une émission d'obligations, le critérium de distinction doit être cherché dans la fixation du prix de placement. S'il y a un prix d'émission, débattu avec la société et fixé d'accord avec elle, il est certain que le syndicat qui place les titres agit simplement comme mandataire ; il n'entend pas lever pour son propre compte l'ensemble du stock, mais simplement ce qui reste non placé à la clôture de la souscription. Au contraire, si l'intention du syndicat est de prendre ferme le total de l'émission, il reste maître d'en fixer le prix de placement.

La distinction a son importance en ce qui concerne les obligations, mais surtout pour l'émission d'actions, car elles constituent le capital et on sait que pour celui-ci la loi demande, en vue d'appuyer la déclaration notariée, la signature des bulletins de souscription par les actionnaires, et le capital n'est ainsi définitivement couvert que dans la mesure où les bulletins correspondent au total des actions à souscrire.

L'intérêt de cette distinction est que si le syndicat prend ferme la totalité des actions à émettre, il devra signer en son nom les bulletins de souscription nécessaires et il sera, aux yeux de la société, le premier actionnaire ; au con-

traire, s'il prend simplement les titres en garantie, il devra présenter les bulletins pour être signés par les souscripteurs et ne sera tenu à en signer lui-même que dans la mesure où la totalité des actions n'aura pas été souscrite par le public.

Les syndicats d'émission se constituent généralement en vue d'une opération déterminée, réalisable en un temps assez court. — En tenant compte des formes plus généralement employées, on peut considérer ces syndicats comme une association en participation, c'est-à-dire une société occulte dont l'existence est ignorée des tiers ; ceux-ci ne connaissent que le gérant qui traite avec eux en son nom propre ; « la société n'a aucune personnalité morale et les rapports entre associés sont exclusivement internes (1) ».

Le mode de constitution du syndicat est dans la majorité des cas, le suivant : la société émettrice s'entend avec une Banque d'affaires pour lui prendre ferme ou en garantie une quantité déterminée de titres. Lorsque le nombre des titres est très important, la Banque, tenant compte de sa capacité de placement et désireuse de répartir les risques, s'adresse individuellement à plusieurs sociétés de crédit à multiples guichets qui l'accepteront volontiers lorsque l'affaire est de grande envergure et présente toutes les garanties ; ou — s'il s'agit d'une entreprise de deuxième ordre, toujours assez sérieuse, elle constituera le syndicat parmi d'autres Banques d'affaires. Celui qui a préparé l'engagement sera considéré comme gérant ; il sera ainsi seul connu non seulement de la société avec laquelle il a traité, mais aussi du public ; dans ce cas, même les parti-

(1) CAEN et RENAULT. *Droit commercial*.

cipants s'ignoreront et n'auront des liens entre eux que par l'intermédiaire du gérant.

Cette forme est la plus simple et la plus répandue dans la pratique. La société n'a rien à faire avec le syndicat et les syndicaux s'ignorent entre eux. C'est la Banque d'affaires gérante qui tient seule dans sa main tous les fils. Toutefois, d'autres combinaisons sont possibles, et alors on s'éloigne plus ou moins du caractère d'association que nous avons mentionné.

Ainsi, la société peut conclure le contrat avec tous les participants et il en résulte forcément qu'ils ne sont plus inconnus les uns des autres. En outre, on peut considérer le cas où la Banque d'affaires traite seule avec l'entreprise et qu'ensuite elle constitue son syndicat en traitant individuellement avec tous les participants qui ont alors entre eux des rapports directs d'associés.

Le contrat qui sert de base à la constitution du syndicat et qui contient toutes les clauses et conditions des accords, est connu sous le nom d'acte syndical. Chaque syndicaux s'engage en signant cet acte avec la mention : « lu et approuvé », suivie du nombre de titres qu'il prend à sa charge.

Une foule de mentions se trouve habituellement dans l'acte. Il commence toujours par l'exposé détaillé de l'opération qu'il s'agit de réaliser. Puis, on y spécifie la nature de l'engagement pris par le syndicat, en indiquant s'il s'agit d'une prise ferme ou d'une simple garantie ; on y détermine l'étendue de la responsabilité des participants. Ils contractent presque toujours sans solidarité entre eux et s'engagent seulement à concurrence du montant de leurs participations respectives.

L'acte syndical fait également mention de pouvoirs

de la gérance de son travail spécial et de sa responsabilité.

En établissant les bases du calcul des bénéfices, l'acte prévoit pour le gérant une rémunération spéciale, indépendante de celle qui lui sera attribuée du fait de sa participation. Ce bénéfice supplémentaire peut être pris sous deux formes : le gérant, ayant seul traité avec la société émettrice, cédera les titres au syndicat à un cours supérieur à son prix d'achat. Cette différence est connue sous le nom de « commission de préciput ». Au contraire, au lieu de prendre sa rémunération d'avance, le gérant peut la prélever sur les bénéfices nets du syndicat. Dans le premier cas le bénéfice est occulte, tandis que dans ce dernier la commission spéciale du gérant fait l'objet d'une clause de l'acte syndical. On préfère généralement la deuxième formule, car la commission de préciput étant perçue en tout état de cause, comme une sorte de dîme préalable, l'on peut imaginer alors la fraude suivante : le gérant, qui a levé un paquet de titres à 470 francs, les cède à son syndicat à 475 francs et s'assure ainsi un bénéfice de 5 francs par titre ; comme l'affaire est mauvaise, il prend soin de ne garder lui-même aucune participation ; il n'aura rien à risquer, sauf sa responsabilité morale. Cette modalité de percevoir la commission n'est légitime que dans le cas où l'opération à traiter doit réussir à coup sûr. En ce cas le rapporteur est en droit de demander une rémunération préalable puisque l'opération finale apportera des profits certains.

En ce qui concerne la rémunération des syndicaux, l'acte syndical établit nettement les bases du calcul des bénéfices. Très souvent il indique le prix de cession des titres au syndicat et leur prix d'émission dans le public.

Lorsqu'il s'agit d'une introduction en Bourse, une pareille détermination est difficile, parce que le cours sera sujet à beaucoup de fluctuations ; en ce cas, la convention ne peut fixer qu'un minimum au-dessous duquel les titres ne devront pas être réalisés. Quelquefois, le gérant tient les participants dans l'ignorance absolue des bénéfices réalisables, en vue d'éviter que ceux-ci n'accordent des commissions trop élevées à des banquiers intermédiaires qui se chargeraient des placements.

Pour l'établissement et le calcul des profits, toutes sortes de combinaisons sont possibles. En général, l'acte syndical fait deux parts : la commission syndicale et la commission de placement. Quelquefois, notamment lorsqu'il s'agit d'une augmentation de capital avec droit de préférence réservé aux actionnaires et dans le cas où l'opération est à peu près sûre d'obtenir un très grand succès, on ne prévoit dans l'acte aucune commission de placement. Dans ce cas la question du placement des titres n'a pas une grande importance ; la souscription a lieu aux guichets des banquiers intermédiaires, qui n'ont le plus souvent aucune participation dans le syndicat ; la commission de placement, très minime en général, leur est alors réglée directement par la société émettrice.

Il y a des cas où l'acte syndical ne stipule aucune commission précise, cette fixation étant difficile. Le syndicat lève alors les titres pour les « réaliser au mieux », en laissant au gérant seul le soin de cette réalisation ; il en résulte en fin d'opération un bénéfice syndical dont le chiffre est extrêmement variable et que les associés se partagent conformément à leurs participations respectives.

En confirmation de ce qui précède, voici une formule qui se rencontre souvent dans un acte syndical : « Il est

alloué au syndicat, en rémunération de sa garantie, une commission totale de 30 francs par titre, dont 15 francs pour le placement et 15 francs pour la garantie. Les titres non souscrits à la clôture de l'opération seront répartis entre les syndicataires conformément aux termes de la présente convention ; ceux-ci s'engagent toutefois à les laisser à la disposition du syndicat pendant une durée de six mois à dater de la clôture de la souscription, afin qu'ils soient réalisés pour compte commun par les soins du gérant ; les bénéfices à provenir de ces réalisations seront répartis entre les syndicataires, à la dissolution du syndicat, au prorata de leurs participations respectives ».

Les clauses concernant la durée du syndicat prévoient en général une existence de trois à six mois, mais la direction se réserve le plus souvent le droit de prorogation indéfinie, procédé employé notamment avec les syndicats constitués quelque temps avant la guerre. D'autre part, l'affaire peut être liquidée même avant le terme, lorsque l'opération a abouti à son résultat plus tôt qu'on ne l'avait prévu. Quoi qu'il en soit, il y a toujours lieu à une liquidation qui entraîne un règlement de comptes. Dans le cas où tous les titres ont été placés, on n'aura qu'à payer les commissions aux participants ; mais s'il reste un stock de titres à la disposition du syndicat, ceux-ci seront répartis entre les syndicataires d'après les procédés fixés par le contrat.

§ 3. — Les émissions de titres.

a). CONSIDÉRATIONS

Lorsqu'il s'agit d'une émission de titres, la « loi du milieu » joue un très grand rôle. Le banquier versé dans cette matière se rend bien compte que dans les moments où la Bourse est portée vers la hausse, il ne faut pas jeter sur le marché une valeur nouvelle à un taux moyen de l'épargne, car en cette circonstance les titres sembleront suspects ; au contraire, une « marchandise d'une qualité contestable » trouvera sans difficulté de nombreux acquéreurs au moment de hausse folle, même si l'agio demandé est assez considérable ; c'est le moment de « disette » et les besoins sont pressants pour les amateurs. D'autre part, quand la Bourse est entraînée vers la baisse, le moment n'est pas propice pour jeter des valeurs sur le marché, car celui-ci a déjà beaucoup de peine à supporter le poids des titres existants.

En même temps le banquier bon connaisseur des choses, sait que, ayant à réaliser une émission de valeurs similaires aux autres qui ont eu une mauvaise renommée dans le public, il est exposé de ne pas avoir de chances de réussite quoique la nouvelle affaire est en soi-même un placement des plus avantageux.

Par conséquent, la règle est de n'opérer que dans les moments où le marché est favorable et de ne s'attacher qu'aux valeurs accréditées auprès du public, pour des motifs plus ou moins fondés.

En général, l'émission est précédée par une préparation de l'opinion publique. Quelques mots favorables dans l'un des journaux considérés aura toujours une bonne

influence. Voici l'exemple d'une pareille réclame insérée dans « Le Temps » du 31 janvier 1921, concernant une nouvelle émission d'une grande entreprise connue : « La Société navale de l'Ouest, qui procède actuellement à l'émission de 40.000 actions nouvelles de 500 francs, est une des entreprises françaises de navigation qui se sont le plus rapidement développées pendant et depuis la guerre. Créée en 1906, au capital de 1.700.000 francs seulement, ce n'est qu'en 1912 qu'elle songea à augmenter son capital qui fut élevé à 3 millions. Puis, dans ces dernières années, en raison de l'accroissement de son champ d'activité, elle a dû faire plusieurs autres appels. C'est ainsi que son fonds social a été élevé graduellement à 20 millions, chiffre qui sera doublé par l'opération actuellement en cours. D'autre part, elle a émis un montant nominal de 60 millions en obligations 6 %.

« Jusqu'à présent, ces augmentations de ressources diverses avaient eu pour double objet de reconstituer sa flotte d'avant-guerre et de développer cette flotte en vue de bénéficier du large mouvement d'affaires qui a été la conséquence de la guerre. La société possédait, en 1914, une flotte de 16 navires jaugeant 72.000 tonnes environ. Par suite de la guerre sous-marine et d'accidents en mer, cette flotte s'est trouvée réduite à 9 unités jaugeant 40.000 tonnes environ. Malgré la diminution de ses moyens d'action et en dépit des difficultés de toute nature qui entravèrent son exploitation, la Société navale de l'Ouest a obtenu des résultats fort satisfaisants qui sont caractérisés, à la fois, par une progression rapide de ses produits d'exploitation et par une augmentation parallèle de ses bénéfices. Aussi, a-t-elle pu améliorer graduellement le dividende payé à ses actionnaires, dividende qui

est passé de 50 francs par action en 1914 à 130 francs pour l'exercice 1919. Il est à remarquer que cette augmentation des dividendes n'a pas empêché la société de doter copieusement ses fonds de réserve et d'amortissement ; c'est ainsi que le dividende réparti pour l'exercice 1919 n'a absorbé, avec les tantièmes, que 57 % des bénéfices réalisés ; encore faut-il remarquer que les frais généraux de cet exercice avaient été chargés de plusieurs millions de dépenses d'une nature exceptionnelle que, par prudence, la société a cru devoir amortir en une seule fois.

« Dès que la guerre fut terminée, la Société navale de l'Ouest se préoccupa surtout de reconstituer et d'accroître sa flotte. Dans ce but, elle commanda à divers chantiers de constructions 22 grands navires représentant une jauge globale de 115.000 tonnes. Plusieurs de ces unités sont déjà entrées en service. Lorsqu'elle aura pris livraison de tous les navires qu'elle a commandés, la société disposera d'une flotte de 160.000 tonnes et comprenant des unités pourvues des perfectionnements les plus récents ; elle comptera donc parmi les plus grandes entreprises de navigation françaises.

« D'autre part, sans abandonner l'industrie des transports maritimes, base de son activité, la Société navale de l'Ouest vient de s'engager dans une voie nouvelle, celle de l'importation, du raffinage et de la distribution aux consommateurs français du pétrole et des produits dérivés. Depuis longtemps déjà, la Société navale de l'Ouest, préoccupée de la difficulté d'approvisionner ses navires en combustible, en raison de la crise du charbon, avait étudié la question du remplacement de celui-ci par le mazout. Le problème essentiel pour elle était de s'assurer les quantités de combustible liquide qui lui étaient

nécessaires. Au cours des études entreprises à ce sujet, elle acquit la conviction qu'il serait du plus grand intérêt de créer un organisme spécial qui aurait pour objet l'importation du pétrole en France, son raffinage et sa répartition aux consommateurs français. Il restait à traiter avec une entreprise productrice assez puissante pour qu'aucune difficulté ne fût à craindre en ce qui concerne l'approvisionnement. Les négociations engagées à cet égard ont abouti récemment à la conclusion d'un accord avec l'Anglo-Persian Oil Co qui figure aujourd'hui parmi les principaux producteurs de pétrole du monde. C'est en vue de réaliser cet accord que vient d'être fondée, sous les auspices de la Société navale de l'Ouest, la Société générale des huiles de pétrole, entreprise au capital initial de 100 millions de francs, qui aura pour objet principal l'importation, le raffinage, le stockage et la distribution du pétrole en France. Le capital de cette Société est fourni partie par le groupe français de la Société navale de l'Ouest et partie par le groupe anglais de l'Anglo-Persian Oil Co.

« C'est principalement en vue de se procurer les ressources nécessaires pour prendre une importante participation dans la Société générale des huiles de pétrole, que la Société navale de l'Ouest procède actuellement à l'émission de 40.000 actions nouvelles.

« Contrairement à ce qui avait été fait lors des précédentes émissions de la Société navale de l'Ouest, lesquelles avaient été exclusivement réservées aux anciens actionnaires de l'entreprise, le public sera appelé, cette fois, à participer à l'opération au moyen de souscriptions à titre réductible ».

En utilisant de pareilles méthodes de réclame, le lancement de l'émission trouve un terrain des plus favorables

sur un marché tout disposé à lui faire bon accueil et les meilleures chances de réussite lui sont acquises.

Les Etats avec un grand crédit et les grandes sociétés bien connues et appréciées, ne demandent généralement aux banques que d'ouvrir simplement les caisses à ceux qui désireront souscrire. Les banques n'aiment pas beaucoup ce rôle de commissionnaires ou intermédiaires. Elles ne sont jamais naïves au point de prêter leur concours assidu, d'épuiser leur clientèle, sans avoir à toucher de larges profits, sauf pour le cas où leur intérêt coïncide avec celui du gouvernement ou de l'administration qui lance l'emprunt.

D'habitude, l'émission est faite pour le compte d'une banque, sous la forme de « prise ferme » ou « en garantie » et, si l'affaire présente de grandes proportions, ou s'il y a quelques risques, on rencontre généralement la formation d'un syndicat constitué — comme nous l'avons montré — de grandes banques du pays et de capitalistes de la place.

Ainsi, les fonds convenus sont procurés tout de suite, si l'entreprise en cause a un besoin pressant d'argent, ou des comptes courants lui sont ouverts par ces banques.

b) LES MODALITÉS D'UNE ÉMISSION

L'émission ou la cession de titres au public peut avoir lieu par trois voies nettement différentes : soit par celle de la *souscription publique*, soit par celle de la *vente aux guichets* des banques, soit, enfin, par celle de la *négociation directe en Bourse*.

Le placement par souscription publique était usité très couramment autrefois lorsqu'il s'agissait d'actions et d'obligations des entreprises d'une certaine importance.

C'est un procédé très simple, consistant à avertir le monde par une large publicité que la banque offre de telles valeurs à tel prix, que tous les amateurs peuvent se présenter à ses guichets pendant certains jours déterminés et que, dans un délai assez court, on procédera à la répartition des titres entre les personnes qui en auront demandé. Ce procédé a cependant l'inconvénient d'être très coûteux ; en plus, il « permet au public de discuter et de réfléchir, ce que n'aime pas beaucoup un établissement qui veut écouler les titres qui manquent de solidité » ; en outre, si la souscription a un échec, il sera bien difficile d'en atténuer ensuite les conséquences, car le titre échoué aura une mauvaise renommée. Pour ces motifs, on ne se sert plus de ce moyen aujourd'hui que pour les grands emprunts d'Etat et des municipalités, ou dans les départements français, où les banques locales, solides et ayant toute la confiance du public, peuvent ouvrir une souscription publique pour les valeurs mobilières des entreprises de la région même.

La vente des titres aux guichets des banques, appelée par les Allemands « émission en cave », est beaucoup estimée par les émissaires, car elle n'attire pas l'attention des clients sur les vraies conditions du marché. Usant de cette méthode « un grand établissement de crédit, chargé par une grande société parisienne de la conversion d'anciennes obligations et de l'émission de nouvelles, a pu ainsi ne pas apprendre au public qu'il avait un droit de préemption pour les nouveaux titres et réaliser un bénéfice assez sensible sous prétexte que personne ou presque personne n'avait fait usage de cette faculté (1) ».

(1) SAYOUS. *Op. cit.*, p. 173. Paris 1901.

L'habitude « d'écouler » ainsi les titres auprès de la clientèle, a été prise et suivie avec beaucoup de succès surtout depuis que les grands établissements du « centre » se sont « infiltrés » dans le public par des nombreuses succursales et agences. La procédure suivie est celle-ci : La direction centrale envoie des ordres précis à toutes les agences de faire tout leur possible afin de placer dans la clientèle un nombre important de titres de l'émission qui vient d'apparaître. Alors les agents se présentent eux-mêmes à ceux qui, d'après les livres de la banque, sont capables de concourir à la souscription. « Ils trouvent bon accueil, comme tous les gens qui viennent au nom d'une société riche et puissante et qui font miroiter des bénéfices plus ou moins sensibles devant les yeux ». Très souvent, le client lui-même va à la banque et demande des conseils.

Comme dans cette occasion la banque ne voudrait pas faire l'opération au détriment des dépôts, les conseillers insistent particulièrement sur l'avantage de faire un arbitrage de telle valeur ancienne pour telle autre nouvelle, de vendre les premières pour acheter les dernières, lesquelles rapporteront un revenu supérieur avec des risques presque égaux.

En se servant de ce moyen, des intermédiaires peu scrupuleux, représentant des établissements de quatrième ordre, ont profité de l'ignorance de la population rurale, pour répandre ainsi « des papiers » de sociétés qui devaient produire des bénéfices énormes ; mais le public est depuis quelque temps moins confiant dans de semblables réclames et il ne confie son épargne qu'à des établissements qui ont l'intérêt de garder, après toutes les opérations, l'estime et la confiance publique.

Le troisième mode d'émission est celui d'introduction

en Bourse. Les banques font vendre à la Bourse les titres qu'elles ont à placer. Par des intermédiaires de confiance et bien rémunérés, les lots de titres sont « écoulés » facilement et à un prix de plus en plus élevé, grâce au marché de demande et d'offre institué. Si la main qui agit est puissante et habile, la hausse se poursuivra jusqu'au moment environ où le rendement de la valeur sera nettement et visiblement inférieur à celui des valeurs identiques, entraînant des « arbitrages ».

Même lorsque les valeurs sont émises aux guichets des banques, celles-ci n'hésitent pas de les faire inscrire à la cote de la Bourse ; on sait que les titres qui sont immédiatement négociables en Bourse sont surtout l'objet des faveurs exclusives des hommes prudents.

Du moment où les valeurs sont achetées par le public, le rôle de la banque émettrice ne cesse pas, car elle connaît la sensibilité des rentiers et des spéculateurs et que la baisse de quelques séries de titres émises par elle serait la ruine morale de son crédit personnel. De sorte que, tenant compte de la loi de l'offre et de la demande, lorsque la banque patronne voit le cours du titre en train de fléchir, tout de suite elle prévient un courtier officiel, un agent de change, que l'on est amateur pour acheter à tel cours, et qu'on offrira telle quantité de titres aujourd'hui à tel prix, demain à tel autre plus élevé.

c) LE RÔLE DES TITRES ÉMIS

Avant la guerre, la grande majorité de titres émis dans le public français, représentait, comme on le verra dans le tableau ci-après, des emprunts des Etats étrangers tels que : La Russie, l'Amérique du Sud, l'Espagne, l'Italie,

la Belgique, la Roumanie, l'Égypte, la Turquie, etc (1) ; de plus, une quantité d'entreprises étrangères devaient leur existence à des capitaux français. Une campagne entière était dirigée contre cette habitude, pour des motifs plus ou moins fondés. On disait que, à cause de cette exportation de capitaux, l'industrie nationale souffrait et que les ressources naturelles restaient inexploitées. On argumentait qu'en souscrivant aux emprunts d'États étrangers et en commanditant certaines entreprises industrielles, telles que fabriques d'armes, constructions navales, chemins de fer à caractère stratégique ou politique comme celui de Bagdad, on pouvait fournir ainsi des moyens de lutte à un éventuel ennemi, et, en outre, en favorisant les entreprises des autres on se créait des rivaux sur le terrain économique de demain.

La deuxième argumentation est si faible qu'elle ne mérite pas d'être prise en considération. En ce qui concerne les entreprises nationales, il est vrai que les banques se laissaient trop entraîner par leur intérêt personnel, visant des placements avec des profits plus élevés ; cependant, on ne peut pas leur imputer que les grandes affaires sérieuses ne trouvaient pas auprès des établissements indigènes les fonds dont elles avaient besoin.

Dans cet ordre d'idées, voici une statistique des émissions de valeurs mobilières d'avant la guerre (2), en millions de francs.

(1) Voir GIDE. *Cours d'Econ. polit.* II, p. 113.

(2) Chiffres d'après FOURNIAL. *Du rôle des Banques*, p. 212. Paris 1919.

FONDS D'ETAT DE COLONIES ET DE VILLES					
		Français	Etrangers	VALEURS INDUSTRIELLES	
				Françaises	TOTAL
FRANCE....	1908.....	97	1.040	634	3 480
	1909.....	155	809	1.630	4.294
	1910.....	106	1.628	779	5.611
	1911... ..	7	989	807	4.696
	1912... ..	342	430	1.648	5.041
		VALEURS D'ETAT		VALEURS INDUSTRIELLES	
		Allemandes	Etrangères	Allemandes	TOTAL
ALLEMAGNE	1908.....	1.327	120	1.311	3.882
	1909.....	1.314	219	2.073	3.953
	1910....	764	300	2 174	3.208
	1911.....	289	387	2.358	3.034
	1912....	767	53	1.405	2.225
EMPRUNTS D'ETAT DE VILLES, DE COLONIES et de corporations					
		Anglais	Etrangers	VALEURS INDUSTRIELLES	
				Anglaises et étrangères	TOTAL
ANGLETERRE	1908.....	»	»	»	4.805
	1909.....	1.112	817	2.629	4.559
	1910.....	1.654	639	4.393	6.696
	1911.....	1.160		3.633	4.794
	1912.....	1.159		4 112	5.271

La France ainsi que l'Angleterre ont dû se féliciter, pendant la guerre, d'avoir entre les mains de leurs nationaux des titres appartenant à des pays neutres, tels que l'Amérique du Sud, l'Espagne, etc. En faisant appel au patriotisme des épargnants et en utilisant les titres étrangers mis à leur disposition, les Etats belligérants ont pu, au moyen de ces valeurs, empêcher sensiblement la baisse du change.

Des alliés comme l'Italie ont dû regretter le manque de pareilles ressources. « L'Italie » dit l'économiste italien Ferraris (1) — « a suivi une fausse politique à propos de

(1) *La ricostruzione economica* ; dans la *Nuova Antologia*.
1^{er} mars 1917.

placements à l'étranger... Nous avons même mis des taxes sur les placements étrangers. Si nous avions eu des sommes relativement larges employées à l'étranger, nous en aurions eu de grands avantages en temps de paix et en temps de guerre ».

§ 4. — La Banque de Paris et des Pays-Bas

La création de la Banque de Paris est un événement dans l'histoire des banques, car elle marque l'apparition d'un type à part, tout à fait distinct des autres grands établissements de crédit existant jusqu'alors. Elle est la doyenne et la principale Banque d'affaires.

Il est vrai que la « Société générale de Crédit mobilier » avait déjà réalisé certains des caractères de la banque qui nous occupe, mais elle s'en distinguait totalement par un point de première importance, à savoir la nature de ses ressources.

La Banque de Paris et des Pays-Bas fut fondée le 27 janvier 1872, en société anonyme, au capital de 125 millions de francs, représenté par 125.000 actions de 1.000 francs chacune. Celles-ci étant libérées de moitié, elle avait ainsi à sa disposition, dès le début de ses opérations, un capital réalisé de 62 millions 500.000 francs. Le capital nominal fut réduit à la somme versée, par la décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 mai 1878, chaque action représentant donc seulement 500 francs.

Elle prenait la suite des affaires et de la clientèle de deux établissements financiers dont la mise en liquidation venait d'être effectuée : la Banque de Paris et la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas.

La première était une institution unique jusqu'alors ;

elle représentait une aristocratie de grosses fortunes, un syndicat de financiers expérimentés ; sans guichets, ni correspondants, elle ne recevait pas de dépôts, ne publiait pas de comptes rendus, n'ouvrait guère de crédits.

La dernière avait son siège social à Amsterdam, mais était française par la nature de ses opérations. Sa direction était à Paris et elle avait des succursales à Genève, Bruxelles et Anvers.

La nouvelle banque suivit la voie de l'ancienne Banque de Paris ; « dès sa fondation elle représenta une force financière considérable, tant par l'importance de son capital, que par les grosses fortunes qui gravitèrent dans sa sphère, aussi bien à l'intérieur de son conseil d'administration qu'au dehors. Elle exerça une sorte d'attraction sur les banquiers privés, dont beaucoup subirent son ascendant et se rangèrent derrière elle (1) ».

Donc, en plus de ses ressources propres, elle dispose de sommes à peu près illimitées, ayant des relations nombreuses dans le monde financier. Le groupe de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qu'elle préside, est considéré, avec raison, comme le symbole de la puissance financière. Il donne l'orientation aux capitaux français, en drainant les ressources de l'épargne.

La Banque de Paris a pour fonction principale d'organiser des syndicats de garantie ou de prise ferme ; surtout lorsqu'elle travaille avec l'extérieur, cette banque s'unit en consortium avec les grandes banques de dépôt et les autres Banques d'affaires ; pour les emprunts d'Etat, elle est devenue le banquier de nombreux Etats d'importance

(1) THOMAS. *Notions historiques sur le développement en France des grandes Sociétés de Crédit*, p. 84. Thèse 1913.

moyenne, dont elle a aidé à consolider le crédit. Aussi toute entreprise sérieuse ayant besoin de capitaux ou de crédits, peut avoir la garantie de son concours efficace. « Grâce à une suite ininterrompue de succès éclatants, elle détient un incontestable monopole de fait, et il n'est plus guère d'opération financière de quelque importance qui ne se réclame de son patronage ; son concours est devenu un gage de réussite, son abstention un gage de défaveur (1) ».

N'étant jamais préoccupée d'avoir des disponibilités, puisqu'elle n'a pas d'exigibilités immédiates, la Banque de Paris est beaucoup plus libre dans l'emploi de ses capitaux que n'importe quelle autre banque ordinaire ; elle peut plus facilement prendre à forfait des titres et garantir leur placement. Si, par suite des circonstances, le public reçoit mal l'affaire, elle n'a qu'à attendre des occasions favorables, tandis qu'une autre banque pourrait être forcée de liquider, même à des conditions défavorables.

A la suite des affaires qui demandaient des ressources de plus en plus puissantes, la Banque de Paris a augmenté successivement son capital qui s'élève maintenant à 150 millions de francs. Ses réserves ont été alimentées par les surplus de profit des années de « pléthore d'affaires » et par les primes sur les nouvelles actions émises lorsqu'on augmentait le capital social. Les réserves puissantes sont la caractéristique d'une Banque d'affaires. Comme nous voyons dans le tableau suivant concernant les opérations de la Banque de Paris, ses fonds de réserve qui représentaient une fois et demi le capital

(1) Journal « *Le Globe* », N° 2060, 17 mai 1906, p. 321.

social avant la guerre, ont dû être diminués de 49 millions pour remplacer les titres, les comptes et les participations qui semblaient être dépréciés à cause d'incertitudes de la guerre.

En ce qui concerne le véritable caractère des comptes courants créditeurs, c'est-à-dire des sommes d'autrui laissées comme des dépôts dans une Banque d'affaires, leur provenance est évidente dans le rapport du conseil d'Administration à l'Assemblée du 15 mars 1916, qui remarque que ces comptes « ont diminué sensiblement, car les *Etats et les Sociétés* qui avaient conservé de très importants crédits à la suite des opérations récemment faites pour leur compte, ont dû effectuer dans les plus courts délais les retraits nécessités par les besoins résultant de la guerre ». En effet, ces comptes qui s'élevaient à 345 millions avant la guerre diminuent jusqu'à 145 millions pendant l'année 1915.

Parallèlement à ces paiements qu'elle a dû faire à ses créditeurs, la Banque a fait rentrer des sommes importantes des comptes courants débiteurs.

Quant aux rubriques « portefeuilles titres » et les « participations », elles jouent un rôle très intéressant dans le bilan d'une Banque d'affaires. Ces valeurs mobilières représentent toutes sortes d'affaires. Dès qu'une société par actions est assez sérieuse — et personne n'est mieux en mesure qu'une Banque d'affaires pour apprécier cette solidité, — le portefeuille de la banque garde volontiers les titres qui lui produiront un bénéfice rémunérateur et lui accorderont le droit de s'immiscer dans les directives de ces affaires.

Les titres sont cotés d'après le cours de la Bourse à la date du bilan ; les valeurs non cotées sont estimées au

Banque de Paris et des Pays-Bas *(en millions francs)*

ANNÉES	CAPITAL	RÉSERVES	COMPTES-COURANTS		PORTEFEUILLE-TITRES ET PARTICIPATIONS			EFFETS		DIVIDENDES en Francs	COURS MOYEN des actions
			Créditeurs	Débiteurs	Fonds d'Etat	Actions et obligations	Participations diverses	à recevoir (et bons)	à payer		
1872	62,5	6,0	87,8	75,0	8,1	8,6	14,0	50,9	12,9	60	1253
1880	»	17,4	58,5	25,2	7,1	40,1	8,2	5,5	1,2	60	1048
1885	»	20,5	46,3	24,5	7,1	40,3	10,4	25,4	12,9	30	688
1890	»	22,1	83,9	51,4	22,2	32,3	8,1	25,4	23,3	45	821
1895	»	20,7	89,1	39,7	12,8	54,3	13,5	39,2	8,5	40	804
1900	»	28,4	125,3	81,2	7,1	49,4	14,2	34,9	33,3	55	1111
1905	»	39,0	229,7	167,8	12,8	54,3	13,5	81,3	45,1	60	1404
1907	75	73,6	190,2	198,5	8,4	65,2	26,1	72,9	72,4	60	1473
1909	»	85,6	225,0	147,8	10,3	72,9	15,8	59,3	49,9	75	1661
1910	»	90,2	279,6	177,2	11,8	74,0	31,8	53,2	61,9	75	1815
1911	»	98,6	253,3	207,7	6,1	92,6	34,5	61,7	57,8	75	1785
1912	100	145,7	269,1	229,5	5,3	84,3	54,6	112,6	89,5	75	1751
1913	»	145,7	345,8	237,9	4,6	90,3	64,8	121,0	85,4	75	1744
1914	»	103,0	270,2	164,6	12,9	96,0	50,2	40,9	45,0	—	1517
1915	»	96,6	145,7	106,7	14,0	99,0	29,2	47,3	5,2	25	885
1916	»	97,8	190,8	96,8	20,7	109,4	23,8	85,3	3,6	30	1012
1917	»	99,4	297,6	157,2	20,6	110,4	22,6	99,9	2,0	35	1025
1918	»	100,5	344,0	139,2	18,4	118,6	28,9	131,0	4,2	40	1160
1919	150	127,6	451,7	182,2	192,2		39,3	145,4	12,6	50	1325

prix d'achat ; toutefois les banques sérieuses les comptent au-dessous de ce prix et souvent à zéro, quand elles les croient douteuses ou quand elles veulent constituer ainsi une réserve occulte qui sert à régulariser les bénéfices déclarés dans les mauvaises années. Les banques douteuses, au contraire, forcent les chiffres d'évaluation des titres, pour cacher la diminution des bénéfices et faire apparaître quand même une progression d'une année à l'autre.

Pour finir avec les matières du bilan qui nous intéresse, ajoutons que le « portefeuille effets » représente des comptes qui n'ont aucun rapport avec la petite clientèle d'une banque ordinaire.

Pour compenser ces « effets » à la manière des établissements de crédit, la Banque de Paris fait partie de la chambre de compensation des banquiers de Paris, qui fonctionne depuis 1872 d'après le principe des clearing-houses anglais.

En plus des chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus, une énumération des plus importantes émissions réalisées par cette Banque, rendra plus évident le véritable rôle qu'elle joue dans la vie économique mondiale.

Limitons notre revue à quelques années d'avant la guerre, pendant et après la guerre :

1. *Avant la guerre*, la Banque de Paris et des Pays-Bas a contribué à l'émission de *nouvelles actions* de la Compagnie d'électricité de l'Ouest Parisien, — de la Société de l'Azote et de forces Hydro-Electriques, — de la Banque commerciale italienne, — de la Société métallurgique de Taganrog, — de la Compagnie nouvelle des ciments de Portland du Boulonnais, — des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, — des Ateliers de constructions électriques

du Nord et de l'Est, — de la Brazil Railway Company, — de la Société anonyme des Établissements Blériot, — de la Compagnie générale des omnibus, — de la Compagnie générale du gaz pour la France et l'Étranger, — de la Société des Grands Magasins du Printemps, — de la Société Russe « Le Nafté », — de la Compagnie centrale d'énergie électrique, etc.

Elle a participé aussi à la *création* de la Société générale de l'Afrique du Nord, — de la Banque des Pays du Nord, — de la Banque générale hypothécaire du Royaume de Bulgarie, — de la Banque de commerce à Anvers, — de la Société Financière pour l'industrie au Canada, — de la Banque Franco-Japonaise et du Crédit Foncier Péruvien, etc.

Elle a contribué à l'*émission d'obligations* de la Compagnie Parisienne de distribution d'Électricité, — de la Société d'éclairage, chauffage et force motrice, — de la Compagnie générale des omnibus, — de la Central Pacific Railway Company, — de la Compagnie Française des Chemins de fer de la Province de Santa-Fé, — des Chemins de fer de l'État Français, — des Chemins de fer Andalus, — des Chemins de fer Russes, — du Chemin de fer électrique souterrain Nord-Sud de Paris, — de la Compagnie des Messageries maritimes, — de la Société des Ateliers et Chantiers de la Loire, etc.

Elle a pris des participations aux emprunts des États : suédois, hellénique, chinois ; de la ville de Budapest, serbe, ottoman, marocain, etc.

2. *Pendant la guerre*, comme dit le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée du 31 mai 1915 : « les banques qui, comme la nôtre, ne s'occupent pas princi-

palement d'opérations d'escompte, mais s'intéressant sous des formes diverses à des grandes entreprises, ont été naturellement les plus atteintes ».

Les opérations faites pendant les derniers mois de 1914 et toute l'année 1915 ont eu seulement pour objet les affaires de l'Etat. Ainsi la Banque de Paris a participé au placement des titres de tous les Emprunts d'Etat et de Bons et Obligations de la Défense Nationale. Elle a contribué aux crédits à l'Etranger en faveur de l'Etat français, sous titre : « Opérations de change à terme garanties ». Elle a pris part au rachat pour le compte de l'Etat de titres des pays neutres appartenant aux épargnants français ; de cette manière, elle a aidé à maintenir à un taux élevé le change français.

A côté des opérations pour le compte de l'Etat, — en ce qui concerne les affaires particulières, on remarque une amélioration depuis 1916. La banque s'est intéressée dans les entreprises suivantes, dont la majeure partie avait comme but la Défense Nationale.

Elle a participé à *l'émission d'actions* : d'une Société d'études pour la recherche du charbon dans la région de la Mure (Isère), — de la création de la Compagnie nationale de matières colorantes et de produits chimiques, — de la Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de fer de Tanger à Fez, — de la Compagnie Française de Réassurances générales, — de la Compagnie Française de Télégraphie sans fil, — de la Société des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, — de la Compagnie de produits chimiques d'Alais et de la Camargue, — de la Société pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, — de la Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, — de la Société des Chantiers navals Français, — du

Comptoir National Economique, — de la Banque Nationale Française du commerce extérieur.

Elle a placé aussi des *obligations* : de la Compagnie des Tramways de l'Est-Parisien, — de la Compagnie du Chemin de fer Franco-Ethiopien de Djibouti à Addis-Abeba, — de la Société des Automobiles Delaunay-Belleville, — de la Compagnie d'Electricité de l'Ouest-Parisien, — de la Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt et d'une multitude de Sociétés qui travaillaient sous des formes diverses à la Défense nationale.

3. *Après l'armistice*, la Banque de Paris a continué à donner tout son concours pour le placement des titres des grands Emprunts de l'Etat et des Bons et Obligations de la Défense Nationale.

En outre, elle s'est attachée à une foule d'entreprises favorisées par les besoins des temps nouveaux. Elle a participé notamment à la *formation du capital* de la Banque Nationale Française du Commerce extérieur, — du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages de guerre, — de la Caisse de prêts urgents aux agriculteurs des régions dévastées, — de la Caisse foncière de crédit pour l'amélioration du logement ouvrier, — de la Société d'études du Haut-Rhône, — de la Société d'études de mines en Asie-Mineure, — de la Société pour l'exploitation des Pétroles, — de la Compagnie du Sebou.

Elle a participé aussi à l'*augmentation du capital* de la Compagnie Générale de Télégraphie sans fil, — de la Société Générale Alsacienne de Banque, — des Etablissements Blériot, — de la Compagnie des Chargeurs-Réunis, — de la Compagnie Française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, — d'Electricité et Gaz du Nord, — de la Société des Forges et Aciéries de la Longueville.

Elle a contribué à l'émission d'obligations des Chemins de fer de l'Etat, — de la Compagnie Française des Chemins de fer de Tanger à Fez, — de la Société des Ports marocains de Mehedya-Kenitra et Rabat-Salé.

Il est à retenir surtout l'appui financier apporté par la Banque de Paris à l'Omnium International des Pétroles pour faciliter le développement de ses exploitations en Roumanie et la participation d'intérêts dans les affaires de pétrole en Galicie.

§ 5. — La Banque de l'Union Parisienne.

Parmi les Banques d'affaires qui ont participé dans une sensible mesure à presque toutes les opérations financières du marché français, on doit compter la Banque de l'Union Parisienne.

Elle fut constituée comme société anonyme le 16 janvier 1904 par un consortium de banquiers qui désiraient avoir sous leur contrôle un établissement de crédit répondant à toutes les nécessités de la vie économique moderne. Les créateurs de cette banque furent MM. Michel Heine, de la maison Hottinguer et C^{ie}, Paul-Barthélemy Mirabaud, de la maison Mirabaud et C^{ie}, le baron Jean de Neuflize, de la maison de Neuflize et C^{ie} et M. Lucien Villars.

Décidés de grouper leurs capitaux et d'unir leur puissance, ces financiers profitèrent de l'heureuse circonstance que la Banque Parisienne arrivait au terme de son existence statutaire. Après une entente avantageuse pour les deux parties, la nouvelle Banque de l'Union Parisienne reprit la suite des affaires de sa devancière, trouvant ainsi un organisme tout formé et s'assurant le concours d'un personnel expérimenté.

Son capital qui était à l'origine de 40 millions de francs

entièrement versés, commença à être insuffisant, par suite de l'accroissement des opérations sociales. En conséquence, des décisions successives durent l'augmenter à 60 millions en 1905, à 80 millions en 1913, à 100 millions en 1919 et enfin à 150 millions en 1920.

Travaillant au moyen de ses disponibilités propres et de celles des amis groupés autour d'elle, aidée par ses filiales, par ces alliances avec de grandes banques étrangères, la Banque de l'Union Parisienne a pris pied dans presque tous les pays du monde ; en même temps, par des avances, ouvertures de crédits, augmentations de capital, émissions d'obligations, elle a prêté son concours à l'industrie et au commerce français.

Son objet est : « De faire pour elle-même, en participation ou pour compte de tiers : toutes les opérations habituelles de banque ; en outre, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières, toutes entreprises de travaux publics, de transport par toutes voies, toutes recherches, applications et exploitations de forces naturelles et de l'énergie électrique, ainsi que de tous produits miniers, agricoles et forestiers.

« Le tout, soit en France et ses colonies, soit en tous pays étrangers.

« Cet objet pourra être réalisé de toutes les manières et suivant toutes les modalités qui paraîtront appropriées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers et à toutes associations ou sociétés déjà existantes, ou en constituant, soit seule, soit en participation avec des tiers, toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que ce soit, et en donnant ce concours intermédiaire, soit par une inter-

vention directe, soit par voie d'apports en nature ou de cessions, soit par voie de souscription (1) ».

Ses opérations courantes de banque ne sont jamais faites avec la petite clientèle ; elle sont faite seulement avec des États, des villes ou des grandes entreprises prospères.

Elle a des intérêts importants dans plusieurs Sociétés financières et industrielles de Russie, dans la Banque Commerciale de Roumanie, dans la Société Astra-Romana, dans la Banque Balkanique de Sophia, dans la Banque Franco-Serbe de Belgrade, Banque d'Athènes, la Banque de l'Union Anversoise, la Banque hypothécaire Franco-Argentine, dans quelques banques du Mexique, dans la Société financière et commerciale Franco-Brésilienne, dans la Banque de la République du Chili, dans la Banque Nationale de la République d'Haïti, dans la Société financière Franco-Américaine et d'autres sociétés au caractère français.

En ce qui concerne les chiffres et l'importance de ses opérations, on trouvera des indications suffisantes dans le tableau ci-après. Il est à tenir compte du chiffre de 200 millions concernant les « effets à recevoir » du bilan de l'année 1919 ; cette somme très élevée comprend en majorité des Bons du Trésor Français.

Regardons maintenant ses principales participations depuis 1911 jusqu'à aujourd'hui.

1. *Avant la guerre* la Banque de l'Union Parisienne a pris part à la création de la Société de Travaux publics au Chili, ayant pour objet la construction du chemin de fer longitudinal chilien, — à la constitution de la Société d'Abatoirs et d'Entreprises frigorifiques ; elle a participé encore à l'augmentation du capital de la Société métallur-

(1) L'art. 2 des *Statuts de la Banque de l'Union Parisienne*.

gique Russo-Belge, — de la Société métallurgique Donetz-Youriefka, — de la Compagnie de Mines, — des Fonderies et Forges électriques du Nord de la France, — des Établissements Schneider et C^{ie} et de beaucoup d'affaires de Russie.

De même, elle a participé à l'émission *d'obligations* de la Compagnie Parisienne de distribution d'électricité, — de la Compagnie Port-of-Para, — de l'Industrielle Foncière, — du Crédit Foncier de Santa-Fé, — de la Société Fusion des Gas, — de la Compagnie des Messageries maritimes, — de la Compagnie centrale d'énergie électrique, — de la Compagnie du Chemin de fer électrique souterrain Nord-Sud de Paris, — de la Compagnie Générale des omnibus de Paris, — de la Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie, — des Établissements Schneider, etc.

2. *Pendant la guerre*, « la Banque s'est attachée à seconder dans la plus large mesure l'activité féconde déployée par l'industrie française pour aider à la Défense Nationale (1) ». Comme les autres banques, elle a participé au placement des Bons et Obligations de la Défense Nationale et des Emprunts perpétuels contractés par l'État. Elle a donné aussi son concours à l'ouverture des crédits, dans les États neutres, pour le compte du gouvernement français.

L'Union Parisienne a participé avec des intérêts élevés à la *constitution* de la Société normande de métallurgie à capital de 40 millions et au placement de 53.000 obligations de cette entreprise. Avec quelques établissements

(1) *Rapport du Cons. d'administr.* 1919.

Banque de l'Union Parisienne (en millions de francs)

ANNÉES	CAPITAL	RÉSERVES	COMPTES COURANTS		PARTICIPATIONS	RENTES	EFFETS		BÉNÉFICES	DIVIDENDES	COURS MOYEN	TOTAL
			Créditeurs	Débiteurs	financières	ACTIONS obligations	à recevoir	à payer	nets	(en francs) par action	des actions (en francs)	du BILAN
1904	40	—	29 2	27 8	8 0	20 2	11 9	21 6	2 8	25	577	98 6
1905	60	10 1	68 4	63 5	8 8	24 1	31 8	45 0	5 4	35	797	189 7
1906	»	10 3	67 5	72 0	11 0	26 7	33 2	39 7	6 7	40	827	194 7
1907	»	10 7	63 9	59 6	12 9	31 8	26 2	45 3	5 8	40	730	189 9
1908	»	10 9	69 5	82 9	13 1	28 9	38 3	39 4	5 9	40	707	207 9
1909	»	17 2	73 9	95 9	9 1	33 5	46 0	46 3	9 4	45	824	234 2
1910	»	11 7	84 4	159 8	13 7	35 8	73 4	48 2	14 1	50	1031	308 6
1911	»	17 4	315 8	166 7	13 6	35 7	116 9	48 9	14 5	50	1192	457 8
1912	»	23 2	163 2	129 4	17 5	45 4	63 7	52 1	13 4	50	1122	334 4
1913	80	48 8	139 2	81 7	22 9	51 2	89 1	49 6	10 3	50	1135	352 7
1914	»	49 3	89 5	99 1	25 0	54 9	24 2	42 0	—	25	808	288 6
1915	»	38 3	67 1	60 9	23 0	53 8	26 0	8 3	4 3	25	807	248 4
1916	»	38 6	133 0	80 1	12 2	57 9	64 2	5 8	6 3	30	727	389 1
1917	»	38 9	213 6	116 6	13 3	59 0	104 0	9 6	6 6	35	642	477 4
1918	»	39 2	225 1	146 4	7 7	71 0	119 9	6 4	12 4	40	757	517 7
1919	100	50 8	432 9	213 2	6 1	91 0	200 0	4 3	12 6	50	1022	742 8
1920	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1297	—

industriels et financiers et la Compagnie des Messageries maritimes, elle a contribué à la formation de la Société provençale de constructions navales.

De même, elle a participé à l'augmentation du capital nécessaire pour le développement des usines de la Société Horme et Buire de Lyon, — de la Société de l'Air liquide, — de la Compagnie Générale Transatlantique, — de la Société d'éclairage électrique, — de la Société des caoutchoucs de Padang, — de l'Énergie électrique du Sud-Ouest, — de l'Énergie électrique du littoral méditerranéen, — de la Société nationale de matières colorantes, — de la Société normande de constructions navales, etc.

Elle a participé à l'émission des obligations de la Compagnie du Chemin de fer Franco-Éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, — de la Société normande de métallurgie, — de la Compagnie « Le Matériel Roulant », — de la Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie, — de la Société de moteurs à gaz et d'industrie mécanique, — de la Société de l'Air liquide, etc.

De plus, la Banque et son groupe ont consenti des crédits pour un montant total d'environ 158 millions à des sociétés industrielles diverses : navigation, artillerie, munition, aviation.

3. *Après l'armistice*, dit le rapport du conseil d'administration, « la Banque a largement participé à l'œuvre de relèvement national, en prêtant son concours à l'État pour ses opérations de trésorerie, tant en France qu'à l'étranger, et en mettant à la disposition du commerce et de l'industrie, par voie d'ouverture de crédits, d'émission d'actions et d'obligations, d'importantes ressources financières ».

De concert avec la Société Générale de Belgique, la banque a fondé à Lille : la Banque Générale du Nord, au capital de 50 millions de francs, dotant ainsi les départements du Nord de la France d'un nouvel établissement de crédit puissant, disposant d'un important réseau de succursales et agences, étant ainsi susceptible d'apporter à cette région si cruellement éprouvée par la guerre un concours efficace pour son relèvement économique.

Avec deux autres institutions de crédit, l'Union Parisienne a constitué la Compagnie française pour l'Amérique du Nord, qui s'est proposé principalement de faciliter aux industriels et commerçants l'obtention de crédits aux États-Unis et au Canada.

Avec le concours de quelques sociétés industrielles importantes, la Banque a fondé la Compagnie Française du Levant, destinée à développer le commerce français dans les pays du bassin oriental de la Méditerranée.

A côté de la Royal Dutch et des principales maisons françaises spécialisées dans l'industrie du pétrole, la banque a fondé « la Société pour l'exploitation des pétroles » au capital de 20 millions de francs, ayant pour objet, l'acquisition, l'affermage, l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur de tous terrains pétrolifères ou de leurs concessions en tous pays.

Elle a coopéré à la constitution de la Société industrielle de Transports automobiles, qui a pour objet général l'entreprise de transports en tous pays par véhicules automobiles ; aussi à la création de la Banque Nationale pour le commerce extérieur et du Crédit National pour favoriser la réparation des dommages causés par la guerre.

Enfin, la banque a participé sur le marché financier français, à la plupart des opérations d'émission de Bons

et Obligations, d'augmentations de capital et d'accords de crédits.

§ 6. — La Banque française pour le commerce et l'industrie.

Cette banque, fondée le 26 juillet 1901, est l'œuvre de l'éminent financier et homme d'État, M. Rouvier. Elle fut créée pour combler l'insuffisance de l'organisation des Banques d'affaires en France ; elle a pris cependant dans cette voie une expansion beaucoup moindre que les deux précédentes.

Son portefeuille titres, ses participations et ses comptes courants débiteurs n'ont pas l'importance de celles des autres Banques d'affaires ; d'autre part, elle accepte des dépôts de fonds à échéance fixe, accordant pour cela un intérêt supérieur à celui alloué par les grands établissements de crédit ; de même, elle laisse une large place aux escomptes, reports et autres opérations de banque ordinaire, ce qui fait que la Banque française représente un second type de Banque d'affaires, faisant la transition entre une Banque de dépôt et une Banque d'affaires.

Jusqu'à ces derniers temps, son capital était de 60 millions de francs, divisé en 240.000 actions. Les besoins plus pressants d'après-guerre ont fait élever ce capital à 100 millions, divisé en actions de 500 francs, après la décision de l'Assemblée générale extraordinaire de 28 mai 1920.

La Banque Française a pour objet « de faire pour elle-même, pour le compte de tiers ou en participation, en France et à l'étranger, toutes opérations de banque, d'escompte, d'avance, de crédit et de commission, toutes souscriptions, soumissions et émissions et généralement toutes les opérations sans exception, financières, indus-

Banque Française (bilans en millions francs, au 31 Juillet)

ANNÉES	CAPITAL	RESERVES	COMPTES - COURANTS		PARTICIPATIONS	RENTES	EFFETS		BENEFICES	DIVIDENDES	COURS MOYEN	TOTAL
			Créditeurs	Débiteurs	financières	ACTIONS obligations	à recevoir	à payer	Net	(en francs) par action	des actions (en francs)	du BILAN
1902	60	»	16 5	6.1	6 2	12.1	—	2.7	0.9	—	241	80.6
1903	»	0.05	17.9	5 0	3.7	12.6	—	14.3	2.8	10	207	95 6
1904	»	0.1	21.8	2.9	10.1	18.6	20.3	25.5	2 9	10	207	112.2
1905	»	0 2	49 7	3.8	6.5	21.3	28 9	31 9	5.3	12.50	241	148 9
1906	»	0.4	66.2	6.3	8.4	20.7	28.1	36.2	4.4	12 50	250	168.1
1907	»	0.6	93.0	12.4	11.9	15 3	33.1	38.4	4 6	12.50	265	198 1
1908	»	0.8	109.5	14 2	8.6	17.5	30 9	34 5	5 0	12.50	242	211 9
1909	»	0.9	121.3	6.6	6 6	14.6	64.7	45.9	6.4	12.50	265	238.4
1910	»	3.2	177.2	11 0	5.2	15 2	98.1	50.7	6.9	13 75	314	300.5
1911	»	5.0	193.7	23 5	10.6	16.7	93.5	38 5	7.5	13 75	321	307.1
1912	»	7.3	201.1	19 2	15.7	22.2	78.1	49.9	7 8	15	298	328.9
1913	»	9.1	190 9	16.4	12.3	19.7	105 2	54.8	8.3	15	299	326.6
1914	»	10.9	149.0	26.6	13.8	25.1	44.5	45 5	6.0	—	266	271.0
1915	»	4.3	171 9	20 6	5.4	27.4	25.7	25.3	2 3	—	183	269 9
1916	»	4.0	145 9	21 8	4.6	25 8	22 8	9.2	3.8	12.50	191	231.1
1917	»	4 2	158.5	23.3	6.2	23.1	40.2	11.9	4.8	12.50	203	250 2
1918	»	4.8	172.7	23.7	5.1	23.9	48.5	7.8	6.2	15	245	279.6
1919	»	10.8	237.4	39 7	3.3	24.2	38.6	7.6	7.2	16.25	245	367.8
1920	100	15.7	525 6	84.6	6 1	23.7	82 6	23.5	9.0	20	323	—

trielles, commerciales, mobilières et immobilières, des maisons de banque et des établissements de crédit ; — de faire également, pour elle-même, pour compte de tiers ou en participation, en France et à l'étranger, notamment sous forme de fondations de sociétés, toutes opérations et entreprises pouvant intéresser l'industrie, le commerce ou la banque, ou s'y rattachant directement ou indirectement ».

D'après les chiffres du tableau suivant, on verra la minime importance de ses réserves, preuve d'une activité qui n'a pas eu des profits excessifs. Les dividendes qui manquent pour les années 1913 et 1914 ont été versés, pour couvrir la dépréciation survenue à cause de la guerre, aux titres et autres postes de l'actif.

Voici maintenant quelques participations plus importantes auxquelles la banque s'est intéressée pendant les dix dernières années :

1. *Avant la guerre* la Banque française a participé à la constitution de la Compagnie de navigation Sud-Atlantique, — de la Compagnie générale du Maroc, — de la Banco de la Nacion Boliviana, — du Crédit Foncier Péruvien, — de la Banque Franco-Japonaise, — de la Société d'Énergie électrique de la région parisienne, — des divers Compagnies de chemins de fer russes, etc.

Elle a pris part aussi aux *augmentations de capital* de la Compagnie des Tramways de Paris et du département de la Seine, — de la Compagnie générale des omnibus, — de la Société des Tréfileries et Laminoirs du Havre, — de la Banque de commerce de Sibérie, — de la Société des grands travaux de Marseille, — de la Compagnie générale d'Électro-Chimie de Bozel, — de la Société générale d'entreprises dans l'Empire Ottoman.

La Banque Française a contribué encore à l'émission d'obligations de la Compagnie générale Transatlantique, de la Compagnie générale d'Électro-Chimie de Bozel, — de la Compagnie ottomane du Chemin de fer Hodeïdah-Sanaa, — de la Compagnie de Messageries maritimes, — de l'Énergie électrique du littoral méditerranéen, etc.

2. *Pendant la guerre* la Banque Française a souscrit aux Bons et Obligations de la Défense Nationale et aux titres des Emprunts perpétuels de l'État. Ensuite, lorsque l'activité économique fut reprise, elle donna son appui aux entreprises concernant la Défense Nationale ; elle garantit également des ouvertures de crédit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement.

En plus des opérations de pure banque, elle s'intéressa à la formation de sociétés nouvelles, aussi bien qu'aux augmentations de capital des sociétés existantes, notamment de la Société des Chantiers navals français, — des Tréfileries et Laminoirs du Havre, — de l'Énergie électrique du Sud-Ouest, — de la Société Anonyme des anciens établissements Hotchkiss et C^{ie}, — de la Compagnie Nationale de matières colorantes, — de la Société générale de construction de locomotives, — de la Compagnie générale de Télégraphie sans fil, — de la Compagnie générale des constructions navales, — de la Société normande de constructions navales, — des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, — de la Société commerciale de l'Ouest-Africain, — de la Société française des Carburants, — des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, — de la Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, — de la Compagnie générale Transatlantique, etc.

La Banque Française prit part aussi à l'émission

d'obligations de la Société anonyme des établissements Delaunay-Belleville, — de la Société anonyme des automobiles, — de la Société lorraine des établissements de Dietrich et C^{ie}, — de la Société anonyme de filatures, corderies et tissages d'Angers, — de la Compagnie française des métaux, — de la Compagnie des produits chimiques d'Alais et de la Camargue.

Enfin, avec les principaux établissements de Paris, la Banque participa à l'émission de 45.000 obligations de la Compagnie du Chemin de fer Franco-Éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, garanties par le gouvernement français.

3. *Après l'armistice*, comme dit le rapport du Conseil d'administration à l'assemblée de décembre 1915, « il a fallu penser à la lutte économique de demain et songer à doter notre industrie de ressources supplémentaires que nécessitaient le renouvellement et le développement de l'outillage, ainsi que l'accroissement du montant des fonds de roulement par suite de la hausse des prix ».

La Banque a participé ainsi à la *nouvelle émission d'actions* de la Société des Forges et Aciéries électriques Paul Girod, — de la Compagnie générale de construction de locomotives, — de la Société anonyme des automobiles Bellanger Frères, — de la Compagnie française pour l'exploitation des procédés Thomson-Houston, — de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Scinfort, — des Établissements Kuhlmann, etc.

Elle a participé en grande partie à la constitution de la Banque Nationale pour le commerce extérieur, — de l'Union Européenne industrielle et financière, qui se propose de fortifier à l'étranger l'influence et le contrôle de l'industrie métallurgique française.

De même, elle a pris part à l'émission d'obligations de la Société Lorraine des anciens établissements Dietrich, — de l'Énergie électrique du littoral méditerranéen, — de l'Énergie électrique du Sud-Ouest, — de la Société des ports marocains, — de la Société des armateurs français, — des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, — des Établissements Latecoère, — des Aciéries d'Hagondange, — des Tréfileries et Laminoirs du Havre, — de la Société normande de constructions navales.

Les guichets de la Banque se sont largement ouverts pour les placements des Bons de la Défense Nationale et des titres d'Emprunts perpétuels d'État.

Enfin, en groupant autour d'elle des intérêts industriels et financiers de premier ordre, la Banque a repris le contrôle de la Compagnie d'exploitation des Chemins de fer orientaux, laquelle étant d'origine française avait passé depuis longtemps entre les mains de ressortissants des Puissances centrales.

§ 7. — Le Crédit Mobilier Français.

Cette banque constitue un autre type de Banque d'affaires, ayant comme but de servir d'« intermédiaire autorisé entre les affaires de moyenne envergure et le public (1) ».

Elle existe depuis le 12 avril 1902, étant née par la fusion de la Société de Crédit mobilier, — qui avait remplacé en 1871 l'ancienne Société générale de Crédit mobilier, — et de l'Office des rentiers.

Le programme d'action a été tracé, au commencement, par le président de son Conseil d'administration, — de la manière suivante : « Chacun est d'accord sur l'utilité des Banques d'affaires, sur l'importance des services qu'elles

(1) Rapport du Cons. d'admin. à l'Assemblée gén. ordinaire 1904.

peuvent rendre, sur l'étendue du champ d'activité que les progrès de l'association des capitaux ouvrent devant elles.

« Le nombre des Banques d'affaires n'est cependant pas bien considérable dans notre pays et si l'on excepte les grands établissements de crédit qui ne peuvent guère donner et ne donnent, en réalité, leur concours qu'aux emprunts d'États ou aux très grandes entreprises, il y a bien peu auprès desquelles les affaires d'importance moyenne peuvent trouver le concours nécessaire pour se créer ou même se procurer de nouveaux capitaux utiles à leur développement. Une Banque d'affaires, ayant pour programme d'appliquer tous ses efforts à répondre efficacement et sagement aux nombreux besoins qui rentrent dans le cadre de ses opérations, devrait donc en être récompensée par de très fructueux résultats ».

Ainsi le Crédit mobilier a acquis sa prospérité favorisant l'éclosion d'un grand nombre d'affaires moyennes, sans négliger cependant de s'immiscer dans des opérations de grande envergure, lorsque les conditions de l'affaire présentaient une forte garantie.

Quant aux opérations de la rubrique dépôts, escompte, etc., elles sont faites surtout avec les clients dont la Banque avait fourni les capitaux ou les crédits.

L'article 2 des statuts indique ainsi l'objet : « a) A souscrire ou émettre, avec ou sans garantie, en totalité ou en partie, tous emprunts d'État, de Villes ou d'Établissements publics, comme aussi toutes actions, obligations ou parts de sociétés civiles ou commerciales, constituées sous quelque forme que ce soit, et, notamment, de celles qui ont pour objet des entreprises de chemin de fer, de canaux, de mines, d'éclairage, de transports et autres travaux publics ou privés ;

b) A soumissionner ces mêmes entreprises, à les céder, à les réaliser ;

c) A faire des avances de fonds, soit en espèces, soit par voie d'acceptation, avec ou sans sûretés spéciales ;

d) A faire toutes les opérations de banque ».

Son capital si insignifiant au commencement, s'accroît petit à petit, s'élevant depuis l'année dernière à 100 millions de francs.

Ses réserves de presque 15 millions ont été réduites, à cause de la guerre, à 2 millions, et, par mesure d'une excessive prudence, le Conseil d'administration a réduit aussi de 13 millions l'évaluation des comptes portefeuille-titres et participations financières.

Pour s'expliquer la différence entre l'année 1908 et 1909 ressortant du tableau ci-après des dividendes, il faut tenir compte que les actions étaient avant 1909 de 100 francs et qu'elles sont de 500 francs depuis cette date.

La plus importante des affaires transmises par les Sociétés fusionnées fut celle des chemins de fer de Porto-Rico.

Depuis, le Crédit mobilier s'est intéressé notamment dans la mise en société des Sucreries de Coloso à Porto-Rico, puis, à la reconstitution des Raffineries Say, à la formation de la Société française de machines-outils. Il a coopéré à la création de l'affaire du Porto de Pernambuco du Brésil ; s'est intéressé dans les chemins de fer de Goyaz du même pays ; a participé à la création du capital de la Compagnie parisienne de distribution d'électricité, à la réorganisation de la Compagnie générale des omnibus de Paris, dans la Compagnie du port et des magasins publics de Paris-Austerlitz, dans la Compagnie du port commercial de Bahia-Blanca (Argentine), dans la Compagnie d'électricité de la province de Buenos-Aires.

Le Crédit mobilier a donné aussi son concours pour le placement des titres d'emprunts de différents États et Municipalités.

Pendant la guerre, comme pour toutes les Banques d'affaires, son activité a été presque nulle, au commencement. Il a été forcé de faire rentrer, autant que possible, l'argent prêté, de restreindre toutes sortes d'avances, d'arrêter les placements. Pendant une année et demie, le Crédit mobilier n'a pas fait autre chose que de souscrire et placer des titres d'Emprunts d'État, des Bons de la Ville de Paris ; il a donné aussi sa garantie pour les Emprunts de l'État à l'étranger, a prêté au gouvernement son concours pour le rachat de fonds des pays neutres en vue de maintenir le change assez élevé.

Etant contraint par les nécessités et ayant des propositions avantageuses, il a liquidé les affaires qu'il avait sur la Compagnie générale transatlantique, en valeur de cinq millions ; de même il a vendu dans des conditions très favorables des intérêts dans l'affaire de la Sucrerie centrale « Coloso » de Porto-Rico.

Depuis 1916, le Crédit mobilier a recommencé ses opérations dans la voie des entreprises diverses et surtout en vue de la Défense nationale. De cette sorte, il a pris part à la constitution de la Compagnie générale de constructions navales, à la constitution de la Compagnie générale de constructions de locomotives, — de la Compagnie générale des tabacs ; de même à l'augmentation du capital de la Société générale de Télégraphie sans fil, de la Compagnie française des procédés Thomson-Houston, à celle de la Compagnie des câbles télégraphiques, de la Société des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt.

Crédit Mobilier Français (*bilans en millions francs, au 30 Juin*)

ANNÉES	CAPITAL	RESERVES	CO. PTES - COURANTS		PARTICIPATIONS		RENTES	EFFETS		BENEFICES	DIVIDENDES	COURS	TOTAL
			Créditeurs (et dépôts)	Débiteurs	financières	ACTIONS	à recevoir	à payer	nets	(en francs)	par action	MOYEN des actions (en francs)	du BILAN
1903	7.5	—	6.6	4.8	0.1	5.6	—	—	0.5	5	—	—	14.8
1904	7.5	0.7	3.3	1.0	0.1	4.3	—	—	0.5	4.8	—	—	12.3
1905	2.5	0.8	6.4	0.9	0.3	2.2	—	—	1.3	6.2	—	—	18.9
1906	»	2.6	5.8	1.3	2.5	6.6	2.0	—	1.9	6.2	—	—	35.7
1907	»	2.8	11.7	2.3	2.2	11.0	2.1	—	2.0	6.2	—	—	41.8
1908	»	»	10.1	5.7	0.4	17.0	1.2	—	1.9	6.4	—	—	40.3
1909	45	3.3	22.0	15.5	1.1	15.3	2.6	—	3.3	32.5	617	—	74.4
1910	60	6.5	119.4	36.8	13.4	15.6	20.3	—	5.0	35	708	—	202.0
1911	»	7.8	113.6	48.8	8.8	12.1	39.6	14.2	6.0	35	690	—	203.0
1912	»	9.8	86.4	52.9	9.7	27.7	34.5	14.7	6.0	35	672	—	215.1
1913	80	13.7	119.4	92.9	13.2	31.9	48.0	26.8	7.1	35	649	—	248.9
1914	»	14.5	86.4	48.9	15.6	31.6	51.2	16.8	4.4	12.5	538	—	203.9
1915	»	2.1	60.7	0.2	1.8	32.1	39.5	0.2	1.0	12.5	370	—	145.5
1916	»	2.1	63.3	43.4	1.7	31.4	48.7	0.5	2.6	15	350	—	150.9
1917	»	2.3	79.5	41.2	1.1	27.4	74.3	0.4	3.4	20	380	—	168.3
1918	»	2.4	81.3	42.7	1.1	44.0	53.1	0.4	3.6	20	461	—	191.4
1919	»	5.1	102.9	46.4	2.9	43.1	74.2	0.2	4.2	25	502	—	223.3
1920	100	7.3	147.7	50.2	4.7	25.2	144.9	1.1	6.0	30	565	—	304.4

Avec le concours de la Société Générale, il a constitué la Banque française de Syrie au capital de 5 millions de francs.

Le Crédit mobilier a participé aussi à la constitution du capital de la Banque Nationale française de commerce extérieur et du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.

Après l'armistice, tout en continuant les opérations pour le compte de l'État, le Crédit Mobilier a souscrit une part dans la création de diverses sociétés industrielles, telles que : la Société lorraine minière et métallurgique, la Société des fours à coke et installations métallurgiques, la Société commerciale, industrielle et financière pour la Russie, la Société des pétroles d'Alsace, la nouvelle Société Hochette et C^{ie}.

Il a participé en outre à l'augmentation des capitaux des entreprises dans lesquelles il était intéressé.

Il est entré dans le groupe français qui contrôle depuis la guerre la Société des Chemins de fer orientaux, où il a pris de gros intérêts.

Il a contribué aussi à l'augmentation de capital de la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}, une Banque d'affaires bien connue de Roumanie ; de même il a souscrit à la nouvelle émission d'actions de la Banque de Crédit de Prague.

En profitant des grandes différences de change, le Crédit mobilier a liquidé, avec des énormes avantages, les titres concernant les Chemins de fer de Porto-Rico.

CHAPITRE III

LES BANQUES D'AFFAIRES RÉGIONALES

§ 1. — Leurs caractères et leur rôle.

Les Banques régionales sont étroitement attachées aux forces productives de la région où elles se sont développées. Leur fonction réside dans le soutien qu'elles apportent aux entreprises de moyenne importance qui veulent se créer ou accroître leur champ d'opérations. Elles exercent ce rôle de deux manières : ou en ouvrant un crédit d'une assez longue durée, ou en émettant des titres et en les plaçant parmi les capitalistes de la même région.

Le placement en valeurs originaires de la contrée constitue le vrai champ d'action des banques régionales. De cette façon elles assurent leur intérêt propre et donnent en même temps un appui incontestable aux entreprises de province. — En réalité, les grandes Banques d'affaires de Paris ne se mêlent pas dans une entreprise de petite envergure, qui n'apporterait pas une rémunération suffisante et ne représenterait pas des titres acceptés sur un marché plus vaste. On sait bien que l'épargnant qui habite une région souscrira difficilement des titres sans renommée d'une autre région et qu'il préférera à ceux-ci les grandes affaires de l'étranger ; tandis que celui qui vit dans la contrée même où l'entreprise a été fondée, qui

a assisté à son développement progressif, qui connaît et a confiance dans le personnel dirigeant, qui peut juger par lui-même de la valeur de l'entreprise et se rendre compte de l'avenir qui lui est réservé, — est plus porté à risquer quelque chose en faveur des affaires voisines ; le simple conseil de la Banque régionale le décidera facilement à prendre part dans la nouvelle émission.

Les clients se rendront compte, en outre, que la Banque est très au courant de la situation précise des entreprises dont elle s'est chargée de placer les titres, car celles-ci sont en général ses clients les plus anciens, qu'elle a généreusement soutenus dans leurs moments difficiles.

En effet, la Banque régionale qui s'intéresse aux industries fixées dans la contrée même, observe d'habitude celles qui sont plus intéressantes, s'impose en leur faveur des sacrifices pécuniaires immédiats, en leur accordant des avances de compte courant, qui ne seront remboursées que plus tard, lorsque l'affaire sera en bon chemin. Pour payer les avances renouvelées et afin de pouvoir développer l'outillage et donner un essor plus grand à la production, la direction de l'entreprise décide un jour de procéder à une émission de titres et elle en chargera tout naturellement la banque à laquelle elle est liée par la communauté des intérêts. Celle-ci ayant eu autrefois la confiance d'accorder un crédit presque personnel, gardera une bonne partie des nouveaux titres dans son portefeuille, afin d'avoir des voix dans les conseils et assemblées de ces affaires. Dans ce cas, il est facile à remarquer pourquoi les épargnants, qui achètent des titres semblables, ont toute la confiance dans le conseiller, pourquoi le succès de toutes émissions en valeurs régionales ne s'est jamais démenti.

Avant d'arriver à remplir ce rôle, qui prend des pro-

portions de plus en plus importantes, les Banques régionales ont dû subir une transformation radicale de leur méthode de travail, des modifications sensibles dans leur constitution même. La lutte âpre qu'elles ont eu à supporter avec des rivales plus fortes, les a secouées dans leur état de routine, les a poussées vers l'association et vers des domaines de travail plus élargis.

Jusqu'à l'apparition des grands établissements de crédit, on connaissait la banque locale qui travaillait en étroite relation avec les industriels et les commerçants de la région. Un sentiment de mutuelle confiance s'établissait entre eux, une parfaite sécurité régnait dans les affaires, car le client savait pouvoir compter sur la Banque, comme la Banque sur lui. Elle aidait les débuts de ses clients, accordant facilement des crédits à long terme, et lorsque les jours de crise arrivaient, le banquier local venait, dans la mesure de ses moyens, au secours de l'entreprise menacée ; il prorogeait les échéances, au besoin consentait de nouveaux découverts ; la période pouvait être dure à traverser ; n'importe, car il connaissait son homme, il l'avait vu à l'œuvre ! Le fantôme du dépôt à vue n'était pas là pour le troubler : l'argent avec lequel il travaillait lui appartenait pour la plus grande part, il pouvait attendre. Puis, il savait que ses autres clients lui gardent la reconnaissance des services passés, qu'ils ne viendront pas lui retirer brusquement les fonds qui ne leur seront pas nécessaires.

La situation était à ce point, lorsque le grand mouvement de croissance et de concentration bancaire, qu'on remarque dans le monde entier, se produisit aussi en France. On n'a pas vu ici cette concentration comme en Angleterre, où les banques provinciales se sont rappro-

chées peu à peu de la cité, en pénétrant et absorbant les maisons de banque ayant un siège au Stock-exchange, pour se répandre ensuite à nouveau dans la province ; on n'a pas assisté non plus à une concentration comme en Allemagne, où les Banques du « Centre » ont étendu leur sphère d'action dans les diverses parties de l'Empire, en acquérant de vieilles maisons de banque privées, qui furent converties en succursales du grand Etablissement ; en France, au contraire, les Banques du centre ont créé leurs succursales en province, généralement à côté et sans le concours des banques locales qui étaient installées et qui possédaient déjà une clientèle attachée à leurs chefs.

Etant séduits par le luxe des grandes agences, le bon marché de leur escompte, les services de caisse perfectionnés, les renseignements gratuits qu'elles donnaient, tentés par toutes ces conditions avantageuses des établissements de crédit, les industriels de province abandonnèrent leurs anciennes petites banques locales. Cependant, si en matière d'escompte et de crédit à très court terme les établissements nouvellement établis rendirent à l'industrie et au commerce de réels services, il n'en fut pas de même au point de vue des avances à longue échéance. Car le directeur de la succursale, incapable de se faire une opinion sur la valeur morale du client lui demandant un crédit, ni sur l'avenir de l'entreprise qu'il dirige, et, étant en outre sous les ordres directs de la Banque centrale, exigera en général un dépôt de titres ou un gage quelconque destiné à lui garantir le remboursement intégral de ses avances ; il pourra accorder un crédit matériel, mais pas un crédit personnel ; même si le crédit a été obtenu sous une forme quelconque, il n'aura jamais qu'un caractère incertain et

capricieux, pouvant être coupé à l'improviste sur l'ordre du siège central.

Il est vrai que nous avons à faire ici avec des Banques de dépôt, qui doivent se garder toujours dans des limites précises et éviter toute chance de risques ; toutefois, si le processus d' « infusion » avait été suivi d'une autre manière, si les Banques du centre avaient gagné la province par l'absorption des banques locales, gardant ainsi à leur tête les chefs « rompus aux affaires locales », les succursales des Établissements de crédit auraient pu prêter un concours plus efficace et s'attacher mieux à l'accroissement des richesses régionales. Si ces succursales avaient pu remplacer dans toutes leurs fonctions les banques locales, celles-ci auraient disparu et on n'aurait pas regretté leur disparition ; mais, il ne faut pas oublier qu'il y a des domaines où une véritable banque de dépôt ne peut pas s'aventurer très loin.

Le meilleur rôle n'était pas encore occupé, et pour cela il fallait des artistes spécialement préparés et très adroits. Beaucoup de banques locales n'ayant pas compris l'esprit du temps et se gardant dans leurs traditions routinières, ont dû périr ou végéter. Heureusement, une grande partie, conduites par des hommes éminents, ont su prendre la voie de l'association, pour répondre aux nécessités du milieu économique nouveau. Elles se groupèrent autour de la plus forte du chef-lieu de la région, pour avoir des forces augmentées, un champ d'action plus étendu et participer de cette façon plus activement à la vie industrielle de la contrée. A la place de la modeste banque locale d'autrefois, au capital fourni par les commandites des amis personnels du chef de la maison, on voit se constituer les banques régionales, sous forme de sociétés anonymes.

Ce nouveau type de banque se développe à côté des grands établissements de crédit, sans se sentir gênée par leur présence, car elle vit par son attachement très étroit à la richesse de la région même. Cette nouvelle banque régionale touche la contrée par une série de points d'une importance presque égale ; elle donne à toutes ses succursales l'impulsion nécessaire et reçoit amicalement toutes les suggestions venues de ses sœurs cadettes, s'intéressant dans toute la région aux entreprises sérieuses et leur accordant son appui moral et financier. De la sorte, la banque régionale est un établissement décentralisé et par cela elle se distingue de l'organisation des Établissements de crédit.

Quand une Banque régionale installe une agence dans une localité, toutes les industries qui vivent dans son voisinage se réjouissent, étant sûres qu'elles pourront compter sérieusement sur un appui salutaire ; au contraire, s'il s'agit de la succursale d'une Banque de dépôt du centre, les entreprises de la région n'auront pas beaucoup à gagner. « Ce que ne peut faire l'agence d'un grand établissement, une Banque régionale, jouissant de sa pleine liberté, peut le réaliser. Fondée souvent avec les capitaux de la région, administrée par des hommes du pays qui en connaissent les habitants et les ressources, y possèdent eux-mêmes des intérêts et des relations, elles constituent vraiment un produit indigène et s'harmonisent naturellement avec l'ensemble économique du district.

« Ceux qui la dirigent savent à quels besoins la banque devra suffire, les opérations qu'elle devra éviter et celles qu'elle pourra entreprendre avec profit. N'étant pas liés à un siège lointain par des règles étroites et résidant dans le pays même, ils peuvent saisir les affaires qui leur

paraissent favorables, sans avoir besoin de mettre en marche tout une machine administrative aux rouages compliqués et lents à se mouvoir (1) ».

Il n'est pas sans intérêt de mentionner que l'état de vitalité dont les banques de province font preuve aujourd'hui, est dû, dans une large mesure, à un moyen plus efficace, quoique moins recommandable, qu'elles ont emprunté aux Établissements de crédit. En « s'infiltrant » dans la province, ces derniers avaient comme but principal le placement des titres des États étrangers et des grandes sociétés, dans le public qui gardait jusqu'alors ses épargnes dans son « bas de laine ». Ces placements constituaient pour les émissaires une source féconde de riches profits.

Une grande majorité des banques de province, qui traînaient leur existence entre la vie et la mort, ont bien compris qu'avant d'arriver à jouer le rôle pour lequel elles sont destinées, il leur faut du sang. Après de longues hésitations, ces banques acceptèrent de faire partie d'un syndicat chargé de leur défense. Issu de délibérations de l'Union des banquiers des départements, ce syndicat, groupant le plus grand nombre possible de banques de province, fut organisé dans le but de trouver par le placement de titres le même point d'appui qui avait fait la force des autres grandes banques ; ce syndicat allait entreprendre de les représenter et d'obtenir pour elles les moyens d'existence qui leur étaient refusés.

Fondé non pas sans difficultés, le syndicat devait fonctionner sur les bases de la loi de 1884, de sorte qu'il ne jouissait que d'une capacité juridique très restreinte et

(1) FAVRE. *Les Banques du Mexique*.

son engagement ne pouvait présenter des garanties suffisantes pour « prendre ferme » un emprunt. Puisque sa capacité était douteuse, il fallait lui superposer un groupement susceptible d'acquérir pour son compte et de prendre en son nom tous les engagements désirables. Alors une société lui fut adjointe dans le seul but de contresigner les engagements pris par le syndicat et d'inspirer confiance. Cela n'empêche pas que la véritable force du groupement réside toujours dans le syndicat même et dans les nombreuses banques locales qu'il abrite.

La Société des Banques de province fut fondée en 1904. Son capital étant très réduit, elle dut recourir à un palliatif, à savoir l'utilisation des bulletins d'engagement ; au moment de l'émission, la société priait les plus importantes banques de province de garantir par écrit, en même temps qu'elle, la souscription de la fraction de l'emprunt dont elle voulait se charger. Ce système a bien réussi ; il ne pouvait être pourtant qu'une mesure temporaire. Alors, on décida et créa, le 13 avril 1911, une nouvelle société au capital de 50 millions ; tout le monde fut admis à souscrire. Pour garder cependant l'indépendance des banquiers à côté des actionnaires, qui, naturellement, pouvaient avoir quelquefois des intérêts à part, on a émis deux sortes de titres : les actions *A* nominatives, en minorité, réservées aux banquiers de province et les actions *B* offertes au public, au porteur ; ensuite, on a décidé qu'aux assemblées générales il faudra dix voix d'actions *B* pour égaler une voix d'action *A*.

Un bon accueil fut fait à cette émission et l'année suivante le capital fut élevé à 100 millions. La société pouvait suivre son but avec confiance, car elle possédait l'autorité, les ressources et, en outre, elle se sentait

entourée par des centaines de maisons de banque qui formaient le syndicat. La société prenait des participations dans les grandes émissions de titres du marché financier de Paris et ensuite elle les cédait aux banquiers du syndicat, pour les placer dans le public par leurs multiples guichets. De cette façon, nombre de banques de province acquièrent la vitalité qui leur manquait. Elles peuvent désormais s'attacher plus étroitement aux entreprises de province, qui attendent leur appui efficace.

Pour remplir leur tâche de pionniers de l'essor économique des contrées, les Banques régionales ainsi fortifiées emploient, assurément perfectionnés, soit les moyens utilisés autrefois par les banques locales, soit surtout ceux imposés par les habitudes des temps nouveaux. « Nos Banques régionales ont eu à temps la perception très nette de l'effort financier qu'il fallait faire, du concours qu'elles devaient y donner en y trouvant elles-mêmes un développement parallèle, rapide et fructueux (1) ». Elles ouvrent facilement des crédits qui sont maintenus ou renouvelés avec une grande régularité, ce qui vaut en réalité comme des prêts à longue échéance. Ces opérations ressemblent quelquefois, extérieurement, à celles faites par les grandes Banques de dépôt ; la différence existe cependant dans l'esprit de la chose, car ces prêts, même à courte échéance, n'ont pas le caractère aléatoire.

En ce qui concerne les escomptes renouvelés, il faut avouer l'appui efficace que les Banques régionales ont trouvé à la Banque de France, qui réescompte facilement, à un taux convenable, les traites présentées.

Quant au placement des titres locaux, il faut saluer ce

(1) BUFFET (J.). *Du régionalisme au nationalisme financier*, p. 24.

nouveau fait de la part de ces banques, car faire de la Capitale le centre financier du pays, l'origine exclusive de tout mouvement important des affaires, le foyer unique de toutes les émissions et de toutes les opérations, risquait de laisser dans le dernier plan les intérêts régionaux qui promettent des remarquables résultats dans un proche avenir ; cette décentralisation était donc nécessaire. La nouvelle résurrection n'apportera aucun préjudice au prestige de la Capitale, qui gardera toujours son rôle de patron autorisé des affaires de grande envergure.

Il faut noter cependant un seul désavantage que rencontrent encore les titres régionaux : leur marché est toujours très restreint et leur propriétaire éprouve souvent de grandes difficultés pour les vendre. Cet inconvénient n'existe pas pour les valeurs étrangères, car celles-ci étant patronnées par les puissances financières et cotées immédiatement sur le marché de Paris, donnent lieu à des fréquentes transactions et de cette sorte leur possesseur est assuré de pouvoir s'en défaire à un taux connu approximativement d'avance.

Quoiqu'il y ait en France des Bourses de province importantes, le secours qu'elles prêtent aux valeurs régionales est pourtant très souvent illusoire et lorsque ces Bourses font complètement défaut dans des régions où l'activité de l'industrie a créé un centre financier important, il reste alors aux banques le soin d'assurer comme elles l'entendent les transactions sur ces titres, car c'est à leur avantage que la clientèle qui a largement pris part aux émissions, trouve dans une circulation abondante, toutes les garanties d'un échange facile et régulier. Dans ce cas « les Banques s'entendent pour se transmettre les demandes et les offres à la connaissance du public au moyen de circulaires

gratuites. Les transactions s'établissent sur cette base un peu fragile ; un fil, bien tenu, il est vrai, relie entre eux les différents capitalistes de la région qui connaissent ainsi la valeur de leurs titres et peuvent apprécier la vitalité des diverses entreprises où ils sont intéressés. C'est à l'initiative des Banques que l'on doit ce nouveau progrès ; pourtant, malgré leurs efforts, cette question de l'insuffisance des échanges reste encore le point faible des marchés de province ».

A part cela, on doit en savoir gré à toutes les Banques régionales qui sont arrivées par leur travail à des résultats appréciables, d'autant plus qu'elles ont dû vaincre souvent des difficultés presque insurmontables.

Des richesses entières ont été utilisées grâce aux initiatives des explorateurs et au concours intelligent des forces financières locales. Surtout dans la région de l'Est, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, on a assisté, avant la guerre, à un développement prodigieux, preuve évidente des résultats merveilleux auxquels peut arriver une collaboration étroite des banques et de l'industrie.

De même, les maisons de banque de Grenoble ont donné le signal du développement industriel du Dauphiné, par l'emploi des chutes d'eau des Alpes. Depuis quelque temps, de concert avec les autres banques dauphinoises et savoisiennes, elles ont engagé plus de 400 millions dans les travaux régionaux, spécialement dans les entreprises électriques.

Le Midi connaît l'activité de la Société Marseillaise qui, étant une Banque de dépôts, n'est pas moins une Banque d'affaires, ayant donc un caractère mixte. « Au capital de 55 millions, cette société eut le bénéfice des progrès de l'industrie marseillaise, dont la production était évaluée

à 1.380 millions, en 1910. Au cours de la guerre, elle a facilité l'essor des industries de la vallée du Rhône et de tout le bassin de la Méditerranée (1) ».

Pour ajouter encore quelques exemples, regardons vers le centre de la France, dans les régions fortement industrialisées, comme Lyon, où on trouve « la Société Lyonnaise de dépôts, de comptes courants, de crédits industriels et la Banque privée Lyon-Marseille, avec cent quinze succursales. Cette dernière, avant 1914, s'était consacrée à des affaires régionales, d'accord avec la Banque Renauld et les banques de l'Est, à son avantage et à celui des actionnaires ; pendant la guerre elle a intensifié ses méthodes et accru ses opérations avec ses anciens clients, contribuant à l'essor industriel de plusieurs régions.

« Il faut en dire autant de la Banque Nationale de crédit, récente d'appellation si non d'origine, et qui a pu, grâce à ses cent succursales, contribuer à l'expansion des affaires dans plusieurs provinces (2) ».

§ 2. — Les Banques nancéiennes.

Le groupe des Banques de Nancy, dont l'influence s'étend dans toute la région de l'Est, « présente l'exemple le plus évident de ce que les forces industrielles et financières conjuguées sont capables d'accomplir (3) ».

« En face de grandes banques centralisées, qui sont avant tout et ne peuvent être que des Banques de dépôt, les Banques nancéiennes ont compris qu'elles devaient et

(1) MARTIN (GERMAIN). *Les problèmes du Crédit en France*, p. 221. Paris 1919.

(2) MARTIN (GERMAIN). *Op. cit.*, p. 221.

(3) BUFFET (J.). *Op. cit.*, p. 39.

ne pouvaient être que des Banques d'affaires. Sans doute, elles ne dédaignent pas les dépôts quand ils se présentent, ni les opérations de la Banque de dépôts, mais la tâche principale qu'elles se sont assignée est de rendre à l'industrie lorraine les services que les grandes Sociétés de crédit sont impuissantes de lui rendre, par exemple, sous la forme de compte courant à découvert, des avances à plus longue échéance et plus régulièrement renouvelées (1) » et des émissions de titres de ces industries et leur placement parmi les épargnants de la région.

Il y avaient, certainement, toutes les circonstances favorables pour assurer le succès de ces banques : un sous-sol très riche, encore inexploité, promettait un avenir d'affaires rémunératrices ; l'esprit de la population, à la fois plein d'initiative et patient au travail, présentait la meilleure garantie d'une exploitation rationnelle. Il fallait seulement un organe capable pour prendre la tête du mouvement ; les banques nées dans cette région ont su être à la hauteur de la situation.

L'explication du rôle considérable joué par les Banques nancéiennes dans la vie économique de leur région, semble bien facile à comprendre lorsqu'on étudie, même sommairement, le milieu dans lequel elles se sont développées.

La principale richesse de la région qui nous intéresse, est constituée par les gisements ferrières. L'extraction du minerai de fer a été augmentée de plus en plus pendant les années d'avant la guerre, ainsi que la production des mines de fer du bassin de Meurthe-et-Moselle était en 1913 la suivante :

(1) BROCARD. *Concentration et centralisation dans le commerce de Banque*. 1908.

Bassin de Nancy.....	1.894.000 tonnes (1).
— de Briey	13.104.000 —
— de Longwy	2.958.000 —

Attirées par la découverte de ces gisements, de nombreuses usines sont venues se fixer sur les lieux mêmes d'extraction, à la proximité des centres des matières premières. L'industrie métallurgique de Meurthe-et-Moselle comportait avant la guerre toutes les usines nécessaires pour transformer le minerai en produits marchands, depuis le haut-fourneau réducteur, jusqu'au laminoir producteur de profilés, tôles et fils. — Le tableau ci-dessous donne le développement de la production de fonte et d'acier brut dans les années qui ont précédé la guerre.

Production métallurgique de Meurthe-et-Moselle.

Années	Fonte	Acier brut
1900	1.669.000 tonnes	628.000 tonnes
1903	2.808.000 —	1.182.000 —
1910	2.736.000 —	1.698.000 —
1913	3.493.000 —	2.299.000 —

De cette façon la région de l'Est de la France s'est développée progressivement et elle est devenue un centre de grande métallurgie comparable à certaines régions industrielles de l'Allemagne, ce qui présente une grande importance dans un pays éminemment agricole.

Il est à remarquer de même l'industrie de la soude qui a pris une expansion intéressante pendant les années qui nous préoccupent ; les entreprises lorraines, qui fabriquaient 250.000 tonnes par an, étaient considérées parmi les premières usines du monde pour la fabrication de la soude.

(1) Chiffres d'après le *Bulletin financier de la Banque d'Alsace et Lorraine*. 24 déc. 1920.

A côté des matières premières fournies par le sous-sol lorrain, il convient de citer les eaux minérales ; des centres importants se sont créés attirant une nombreuse clientèle ; diverses sociétés se sont fondées pour exploiter les stations thermales et pour contribuer ainsi à la prospérité de la région.

Des industries de transformation ont pris un grand essor ; ainsi : les filatures de coton, les ateliers de tissage, les fabrications de chaussures et enfin les broderies tant estimées. De même les entreprises de la meunerie, épicerie, fabrication de la bière.

Les industries du bâtiment ont acquis pendant les dernières années un développement inattendu, et, dans la même mesure les fabriques de ciment, de briques et de poutres. Les verreries et les cristalleries de cette région sont aujourd'hui connues et appréciées dans le monde entier. L'ameublement a eu aussi sa renommée et ses modèles ont obtenu des récompenses méritées dans les différentes expositions internationales. Une autre industrie florissante fut celle de la papeterie, qui a su utiliser merveilleusement la force motrice des cours d'eau.

Il ne faut pas oublier les entreprises de transport, qui ont eu à connaître une prospérité heureuse, à cause de tout ce mouvement de richesses de la région.

Assurément, les valeurs naturelles de cette contrée ne seraient pas arrivées à ce point de développement sans l'application de toutes sortes de méthodes nouvelles découvertes par la science et, en outre, sans le concours intelligent et assidu de toutes les forces financières de cette région ; d'autre part, les banques qui ont commencé leur activité dans cette partie du territoire français, ne seraient pas arrivées à la prospérité d'aujourd'hui s'il manquait

les ressources naturelles du sol et l'esprit laborieux de la population.

Ayant la perception nette de la situation réelle et de leur intérêt, les banques nancéiennes ont accordé, sous toutes les formes possibles, leur concours aux entreprises dont les circonstances constituaient la meilleure garantie de réussite. Elles ont largement pratiqué la voie des escomptes, mettant ainsi à la disposition des clients des crédits qu'ils étaient sûrs de pouvoir renouveler et, en même temps, les banques réescomptaient ces traites à la Banque de France, dans le but de garder toujours leur encaisse intacte pour les crédits à longue échéance. De plus, les banques de Nancy étant parfaitement renseignées sur la situation réelle de toutes les entreprises de leur région, ont facilement consenti des avances en compte courant, sans prétendre leur couverture par un dépôt de titres, — la capacité de travail et la bonne foi du débiteur étant dans ce cas la seule garantie de remboursement.

Par cette méthode, le consortium des banques nancéiennes — dont le nombre est réduit par suite de fusions intervenues pendant les derniers événements — mettaient, avant la guerre, à la disposition des industries régionales, une somme supérieure à 200 millions par an.

En dehors de leurs propres ressources employées pour faire des crédits, elles ont encore servi comme intermédiaires dans le placement des obligations. « En moins de 15 ans, de 1899 à 1914, elles ont garanti et classé plus de 250 millions de ces valeurs. Le public averti des garanties présentées par les sociétés emprunteuses, confiant dans les banques émettrices a été l'amateur fidèle de cette nature de titres avec revenu fixe (1) ».

(1) BUFFET. *La France Économique et Financière*. 10 juillet 1915.

Enfin, l'appui généreusement prêté par les Banques nancéiennes à l'industrie de leur région, se traduit par la transformation d'entreprises privées en sociétés anonymes. Le public apprécie toujours comme placement d'une solidité incontestable, lorsqu'il s'agit d'actions de la part d'une entreprise soutenue, surveillée ou patronnée par la société de crédit qu'il connaît. « Par leurs résultats heureux, ces banques ont gagné la confiance du pays et contribué dans une large part à fixer sur le sol lorrain 700 millions de capitaux régionaux (1).

Pour arriver à de pareils résultats, ces banques se sont incessamment préoccupées d'accroître leurs ressources dans la mesure de l'importance de leurs affaires. Ainsi la « Société nancéienne », qui avait en 1884 un capital de 16 millions, a augmenté successivement ce chiffre qui actuellement s'élève à 50 millions de francs, ce qui fait que cet établissement est considéré aujourd'hui comme la plus grande Banque d'affaires de la région. De même, la situation de la Banque Renauld, dont le capital fut porté de 5 millions en 1904 à 20 millions en 1910 et enfin dernièrement à 40 millions de francs.

Quant aux « dépôts des particuliers, ils figurent, en général, dans une proportion tout à fait minime par rapport au capital propre et au chiffre d'affaires (2) ».

Travaillant ainsi sous les directives d'une saine politique bancaire, et entourées dans leurs conseils d'administration par les hommes les plus compétents du milieu industriel local, les sociétés de crédit de Nancy sont facilement devenues les institutions les plus appréciées de toutes les régions du territoire français. Leur politique

(1) JACQUEMARD. *Les Banques lorraines*, p. 38.

(2) BUFFET (J.). *Op. cit.*, p. 23.

d'étroit rapport aux forces locales, est admirablement exposée par M. Brocard, dans les termes suivants : « Jamais je ne me suis mieux rendu compte de la solidarité entre la banque et l'industrie qu'en regardant dans le vestibule de la Société Nancéienne un grand tableau de marbre noir sur lequel sont inscrits, en lettres d'or, les noms des membres du Conseil d'administration de la Banque. J'ai vu figurer sur ce tableau, comme en Allemagne, les noms des principaux représentants des industries lorraines, celui-ci directeur d'une société de hauts-fourneaux, celui-là d'une aciérie, cet autre d'une soudière, et j'ai appris qu'il en est de même dans toutes les banques lorraines et qu'à leur tour les banquiers font partie aussi des conseils d'administration des industries (1) ».

L'essor prodigieux de toutes sortes d'entreprises de la région qui nous préoccupe a été brusquement interrompu pendant la guerre. Une partie importante de ce territoire fut occupée par l'ennemi ; des luttes ont eu lieu surtout dans l'arrondissement de Briey et des batailles comme celles de Spincourt ont eu comme conséquence une foule de destructions et notamment l'inondation d'un certain nombre de mines. Les usines métallurgiques du groupe de Briey et de Longwy occupées par les Allemands ont été systématiquement pillées, et celles du groupe de Nancy ont souffert des bombardements, notamment l'usine de Pont-à-Mousson qui se trouvait sur la ligne du front.

Par suite de toutes ces destructions, l'extraction mensuelle des trois bassins de Nancy, de Longwy et de Briey, débuta autour de 60.000 tonnes en janvier 1919, pour atteindre 250.000 tonnes en décembre de la même

(1) BROCARD. *Op. cit.*, p. 32.

année, alors que la moyenne mensuelle d'avant guerre dépassait 1.500.000 tonnes. De même, sur une production de fonte de 3.500.000 tonnes en 1913, on n'en produisait plus que 430.000 en 1919. Pour l'acier, 215.000 tonnes étaient produites en 1919, alors qu'en 1913 la production avait été de 2.300.000 tonnes (1).

Cette situation, qui n'a pas été plus heureuse pour les autres industries de la région, a naturellement eu sa répercussion sur l'activité des banques nancéiennes. Celles-ci ont été influencées encore par la séparation d'une foule de leurs agences, qui restaient dans le territoire occupé ; en outre, elles ont dû se séparer de la majorité des dirigeants et des employés qui furent appelés pour la défense nationale. Des établissements comme la « Banque de Nancy », durement atteints par ces événements, ont été forcés de ne plus jouer aucun rôle actif depuis 1914.

Il a fallu la semi-tranquillité des jours qui ont suivi l'armistice, pour que les puissantes banques nancéiennes puissent recommencer une partie de leur activité féconde. Ainsi le chiffre d'affaires de la « Société Nancéienne » qui s'élevait avant la guerre à 3.500 millions de francs et qui était réduit à 244 millions à la fin de l'exercice 1918, commença à accroître pour arriver à 448 millions à la fin de 1919.

Quant à l'avenir, on ne doute pas que les banques, qui connaissent suffisamment les nécessités multiples de leur région, qui sont elles-mêmes étroitement intéressées au relèvement rapide des entreprises autrefois florissantes, — sauront continuer la tradition de leur étroite collaboration avec les affaires de leur voisinage. C'est précisément cela

(1) Voir *Bulletin financier de la Banque d'Alsace et Lorraine*, 24 déc. 1920.

qu'entend faire la « Société Nancéienne », quand elle annonce dans le rapport du Conseil d'administration à l'assemblée du 28 avril 1919 : « Fidèle à ses habitudes, notre Banque donnera son concours sans réserve à la grande œuvre de reconstitution des industries métallurgiques et minières de l'Est. La guerre a pu interrompre le merveilleux essor qui avait caractérisé la période antérieure ; elle n'en a pas tari les sources. Les difficultés à vaincre sont grandes, il n'y a pas à se le dissimuler. Mais la science, l'énergie, la ténacité de nos industriels, sauront en triompher, avec le concours des capitaux qui ne devront pas leur faire défaut ».

§ 3. — Pour le relèvement de la France.

Comme il ressort des paragraphes précédents, les Banques régionales ont bien rempli leur rôle dans le passé, organisant la canalisation de l'épargne locale vers l'essor des entreprises de leur région.

Dans l'œuvre de demain, des richesses inimaginables, encore inertes, attendent leur découverte et exploitation ; des gisements immenses du sous-sol attendent leur mise en valeur ; des quantités d'eaux arrosant le territoire de ce pays, attendent leur exploitation, soit comme force motrice, soit comme moyen de navigation, soit dans le but de constructions de canaux d'irrigation. De même, dans le vaste territoire des colonies et des pays de protectorat français, l'initiative des techniciens et des grands capitalistes de la métropole est attendue pour hâter l'œuvre de civilisation de ces pays arriérés. Tous ces travaux, imposés par le degré de progrès du siècle présent, demandent impérieusement l'intervention des intelligences et des forces de ce pays.

En dehors de cela, reste encore l'immense tâche de la reconstitution des régions occupées par l'ennemi et dévastées systématiquement au cours de la guerre ; il y faudra pendant des années des dizaines de milliards de francs. En attendant le paiement de celui qui a le devoir et a pris l'engagement de le faire, l'État français fera tous les efforts possibles pour employer ses propres ressources en vue de hâter cette reconstruction.

L'initiative particulière trouvera cependant dans cette direction une place assez importante. Les capitaux, qui autrefois quittaient le pays, sous motif que les entreprises de l'intérieur ne demandaient pas leur concours, — auront maintenant un vaste champ d'action. Les Banques régionales des contrées voisines, qui se souviennent de la situation brillante d'avant-guerre des affaires qui aujourd'hui n'existent plus, trouveront leur meilleur intérêt — en servant en même temps celui de la France — de prendre l'initiative de reconstituer les régions dévastées sur des bases nouvelles, avec des méthodes plus perfectionnées imposées par les nécessités actuelles.

Dans ce sens, on a organisé dernièrement une institution qui pourra avoir dans l'avenir un rôle magnifique ; c'est la création du « Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ». D'après ses statuts, approuvés par l'Assemblée générale du 20 novembre 1919, cet établissement aura à faire deux sortes d'opérations : les unes ayant pour objet immédiat l'application même de la loi sur la réparation des dommages de guerre, c'est-à-dire « le paiement des indemnités, des intérêts et des avances » dues aux sinistrés ; les autres — qui intéressent spécialement notre sujet — pour aider le commerce et l'industrie du pays. Donc il ne sera pas

seulement une banque de dommages de guerre, mais aussi une banque d'avances de crédit à long terme aux affaires moyennes ; il servira d'une part comme payeur pour le compte de l'État et d'autre part comme prêteur. L'article 3 des statuts, qui, au début indique l'objet principal de cette institution, continue, dans le paragraphe deux, comme suit : « Le Crédit national peut en outre consentir, sous sa responsabilité, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 500 millions, des *avances d'une durée maxima de dix ans et minima de trois ans*, en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles ou commerciales établies en France et appartenant à des Français ». Et l'article 54 du même statut ajoute : « Sur les 500 millions affectés aux avances spécifiées dans l'article 3 paragraphe 2, il sera réservé 400 millions aux industriels et commerçants des régions ou évacuées ou envahies ».

Le capital de cette institution est de 100 millions de francs divisé en actions de 500 francs souscrites seulement par les grandes banques et les grandes industries. En outre, des ressources immenses sont accumulées par la voie des emprunts à long terme. Ainsi en décembre 1919 on a émis 8 millions d'obligations 5 % de 500 francs, garanties par l'État, exemptes d'impôt et remboursables en 75 ans. Un deuxième emprunt, par le moyen de 8 millions d'obligations, a été contracté en juin 1920. Les disponibilités ainsi constituées passent donc au-delà de 8 milliards de francs. Il faut souligner que à l'émission de ces obligations on a remarqué le nombre considérable de souscriptions populaires. Le plus reculé des bureaux de poste, la plus humble perception de la montagne, comme celle de la plaine, ont reçu leur contingent et les

plus modestes épargnants ont apporté leur contribution. — Quelle situation plus belle que celle où la France entière vient donner une main de secours, d'accorder son crédit à tous ceux qui ont perdu le dernier moyen de pouvoir gagner la vie ! Car au-delà de l'État qui présentait la garantie, chaque souscripteur voyait le malheureux attendant son urgent dédommagement.

Ce qui nous plaît surtout dans cette œuvre grandiose de ce « Crédit national » est qu'il ne se cantonnera pas seulement dans la reconstitution des ruines et des dommages causés par l'ennemi ; ses prêts au commerce et à l'industrie sont destinés à s'étendre bientôt à toute la France et de cette sorte la mission des Banques régionales dans la voie de l'encouragement des affaires françaises sera secondée par cette institution semi-officielle. Les statuts n'apportent aucune entrave à la multiplication des avances aux commerçants et industriels et de passer au-dessus de 500 millions de francs ; toutefois, dans ce cas, les obligations émises pour rassembler ces fonds ne seront plus garanties par l'État.

Le premier rôle de cet établissement devant être presque fini dans quelques années, rien ne l'empêchera par la suite de continuer à fortifier ses opérations qui sont aujourd'hui de deuxième ordre. De cette façon, il n'y aura plus lieu de se plaindre, comme le disait M. Caillaux en mai 1911 à l'occasion du projet de décret sur la constitution de la commission chargée d'étudier le problème bancaire : « Que le petit et le moyen commerce, la petite et la moyenne industrie ne trouvent pas en France de suffisantes facilités de crédit, et notamment de crédit à long terme ».

Une telle assertion dans la bouche d'un personnage si

parfaitement au courant des affaires financières prend une importance singulière et nous croyons devoir nous y arrêter pour examiner si ces craintes étaient bien fondées.

Si vraiment les succursales des établissements de crédit se tenaient loin des immobilisations à long terme, car leurs ressources étaient en majorité des dépôts à vue ou à court terme, il y avait pourtant à côté d'elles le réseau bien organisé des Banques régionales qui constituaient, surtout pendant les dernières années, « le joyau » de chaque contrée. Le crédit n'a pas manqué en France chaque fois qu'il s'agissait d'affaires dont les résultats n'étaient pas douteux. Regardons l'Est, le Nord, le Centre, le Midi ou l'Ouest ! Partout le crédit des Banques régionales a su répondre efficacement, car, « si l'on remonte à la formation de nos grands établissements industriels, à l'origine on trouvera l'épargne locale allant féconder le travail qui l'avait fait naître et la richesse générale fructifiant au profit de la région où elle était née (1) ».

Sans parler des émissions de titres régionaux réalisées par l'influence de ces banques, car ni les affaires moyennes, ni à plus forte raison les petites, ne pouvaient pas recourir à des pareilles possibilités, restons seulement sur le terrain des avances faites par les Banques régionales. Les facilités accordées souvent sous une forme provisoire ne revêtaient-elles pas en réalité la forme de crédits à longue durée ?

On doit cependant reconnaître que les entreprises jouissant d'une bonne renommée et ayant un passé bien prouvé, étaient quelquefois préférées à celles qui venaient de naître. Pour cette dernière éventualité il y a lieu

(1) DOMERGUE. *Discours à la Société d'Econ. politique*, 2 fév. 1898.

d'espérer dès aujourd'hui, que les exploitations nouvelles, ou celles se trouvant dans une gêne passagère trouveront auprès du « Crédit national » l'appui dont elles pourront avoir besoin.

De cette manière, les Banques régionales d'une part, le « Crédit national » de l'autre, se compléteront dans leur attribution « afin de mettre à la disposition du travail, de l'intelligence et du génie français tous les moyens bancaires, tous les moyens financiers capables de favoriser leur essor, capables de favoriser leur épanouissement et de donner à chacun une prospérité individuelle très grande, de façon que de l'ensemble de cette prospérité individuelle, nous constituions la prospérité indestructible de la France (1) ».

(1) CANDACE. Séance du 2 juillet 1918 à la Chambre ; voir *J. off.* du 3, p. 1860.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE DES BANQUES ALLEMANDES

Une étude sur les banques dont le but est la création et l'expansion des entreprises, ne peut être complète sans tenir compte de la place spéciale que les banques d'Allemagne y occupent.

En effet, la séparation d'attributions, — si chère aux Anglais et assez distincte en France, — ne se retrouve pas dans les méthodes bancaires allemandes ; ces banques n'entendent pas faire une distinction entre les opérations gardant la liquidité des fonds prêtés et celles les immobilisant pour des périodes plus ou moins longues.

Quoique les sommes qu'elles ont à leur disposition constituent ce que nous avons désigné dans le chapitre I sous le nom d'épargne provisoire, elles n'hésitent pas à leur donner une destination à longue échéance ; étant Banques de dépôts, elles trouvent tout naturel d'être en même temps Banques d'affaires. De cette façon, elles sont loin d'une véritable Banque d'affaires, car les ressources employées appartiennent au public et sont utilisées dans une large mesure dans les opérations de banque ordinaire ; en même temps, elles ne peuvent être considérées comme les Banques de dépôt des autres pays, puisqu'elles se permettent trop de crédits qui leur enlèvent la liquidité

nécessaire. Ainsi, les huit grandes banques berlinoises avaient à leur passif, à la date du 31 décembre 1913, comme sommes pouvant leur être demandées à très court terme, un total de 6.128 millions de marks, composé de dépôts à vue, comptes courants créditeurs et acceptations, auquel correspondait à l'actif presque immédiatement réalisable la somme de 5.842 millions de marks ; pour donner à ce dernier chiffre sa valeur réelle, il faudrait y appliquer une réduction sensible, car il englobe la somme de 2.948 millions de marks les comptes courants débiteurs, sur lesquels, en grande partie, on ne pouvait pas compter. A la même date, le passif immédiatement exigible des cinq grands établissements de crédit de Paris était de 5.417 millions de francs et l'actif immédiatement réalisable s'élevait à 7.233 millions (1).

Donc la liquidité des banques françaises était double de celle des voisins d'outre Rhin.

Les banques allemandes ont considéré comme leur premier devoir de « s'attacher étroitement à l'ossature industrielle du pays », fournissant au besoin « non seulement le capital circulant, destiné à une reconstitution rapide, mais encore le capital fixe ou circulant à constitution lente ».

Quant aux méthodes employées, les banques allemandes sont très souvent arrivées à faire des opérations à longue échéance sous des formes de crédit à court terme. Ainsi dans le cas d'escompte des effets de commerce : un entrepreneur, qui a besoin de capitaux, souscrit à la banque des traites à court terme qui ne se liquident pas au bout de deux ou trois mois et sont constamment renouvelées

(1) *Econ. Européen*, 20 mars 1914, p. 362.

à leur échéance. Il en résulte qu'une partie du portefeuille des banques allemandes présente un caractère d'immobilité. Ce sont bien des traites qui sont contenues dans le portefeuille, mais ce sont des traites dont les porteurs savent pertinemment qu'ils seront obligés de renouveler constamment.

La même observation pour les comptes courants débiteurs, qui, dans les banques du type classique sont considérés comme des opérations à court terme et qui sont souvent faites à longue échéance, par les banques allemandes ; car elles n'ignorent pas qu'elles se trouvent dans l'impossibilité de les interrompre et d'en demander le remboursement à tout moment.

Il faut, en outre, insister sur un trait caractéristique du système de banque allemande, savoir « l'acceptation » en vue du marché intérieur. Cette opération, qui est une sorte de « location de signature », court des risques sans nombre. La banque s'entend avec un client de donner sa signature pour les traites tirées sur elle. Sans déboursier un centime, elle lui permet d'obtenir des fonds sur le marché par l'escompte de ces effets de commerce, portant sa signature connue et appréciée par tout le monde. Cette opération était jusqu'à ces derniers temps réservée au commerce international. Les banques de Londres notamment accordaient de telles signatures en vue de faciliter aux commerçants les règlements des achats à l'étranger. Ensuite, cette méthode s'est acclimatée en Allemagne dans les opérations intérieures ; il arrive couramment qu'une banque allemande donne son acceptation à des traites tirées sur elle, uniquement pour permettre à un négociant allemand de trouver dans une autre banque les fonds nécessaires à la continuation de ses affaires. Une traite portant la signature

d'un particulier n'est pas toujours facilement reçue et escomptée, tandis que celle acceptée par une banque a l'avantage de s'escompter à un taux plus bas que les traites ordinaires, souvent inférieur au taux même d'escompte de la Reichsbank. Une pareille traite circule sans difficulté et avant d'arriver à l'échéance, le client, s'il s'entend avec la Banque, peut en tirer une deuxième pour l'acquit de la première. De cette façon, les fonds obtenus une fois, peuvent être utilisés, sans craindre l'échéance, soit pour le renouvellement de l'outillage, soit pour l'expansion générale d'une entreprise. Dans ces conditions, il est évident que les risques que court une banque qui a mal choisi ses clients peuvent être considérables. Une crise peut survenir ; la banque doit faire honneur à sa signature, tandis que le client insolvable ou de mauvaise foi s'échappera. Cela peut être d'autant plus dangereux, que la pratique du crédit à découvert est courante dans le système allemand.

Les banques berlinoises commencent donc par l'escompte des lettres de change ou par la méthode des acceptations, puis elles continuent à accompagner les industries dans toutes leurs phases de développement. Ensuite, lorsqu'elles voient que ces entreprises ont pris des proportions remarquables, elles se chargent de leur transformation en sociétés par actions. Dans ce dernier cas, la banque, qui émet les actions et les obligations, n'hésite pas à garder pour elle-même un nombre important d'actions, qui lui réservera le droit de conduire la destinée de cette société par le nombre de voix qu'elle possède dans le conseil d'administration.

Voilà donc l'aspect général de la politique des banques allemandes, tel qu'il a été exposé par les auteurs qui se

sont occupés spécialement de cette matière. — C'est à ce rapport très intime entre les banques et l'industrie, qu'est dû le grand nombre d'effondrements des institutions de crédit allemandes pendant les crises générales de 1901, de 1907-1908 et au moment de tension provoquée par la question du Maroc (1911).

Maintenant, ces raisons rendent-elles condamnable le système entier parce qu'il ne correspond pas à l'opinion acceptée d'une véritable banque classique ? Est-il permis de venir avec des idées préconçues et d'écarter tout ce qui se présente sous un aspect différent de celui sous lequel nous étions habitués à regarder les choses ?

Pour une meilleure compréhension de la question, nous essayerons d'examiner également les « à côtés » de la situation, pour n'y porter notre jugement seulement que lorsque nous aurons mieux pénétré dans la pratique réelle de ces institutions.

Il faut reconnaître que, surtout pendant les dernières années d'avant la guerre, le système en question a reçu, à la suite des enseignements fournis par les crises antérieures, des améliorations sensibles. Des précautions multiples furent prises par ceux qui accordaient autrefois des crédits à la légère.

De plus, lorsqu'on considère les fonds utilisés par les établissements de crédit allemands, on oublie souvent de tenir compte de l'origine et de la nature de ces ressources. En effet, l'habitude du public français de confier aux Banques de dépôt toutes sortes de disponibilités, n'est pas si fréquente chez le peuple allemand ; dans le chiffre si élevé que l'on trouve dans les bilans de Berlin sous la désignation « dépôts et comptes courants créditeurs », ce sont les ressources fournies par les comptes courants qui prédominent. Cela a une importance particulière, puisque

nous savons que le compte courant créateur appartient à un industriel ou à un commerçant plus au courant des affaires que le déposant ordinaire ; il est moins apeuré que le particulier qui dépose ses fonds dans une banque pour les retirer dans quelques mois ou les employer en placements. Les dépôts à vue sont tout de suite demandés au moment de crise, tandis que les comptes courants créateurs ne reposent pas sur une base aussi fragile. Ces derniers ne sont liquidés que successivement, au fur et à mesure des besoins.

La grande majorité de « l'argent d'autrui » employé par les banques berlinoises n'étant pas constituée par les dépôts à vue, on s'explique aisément pourquoi les opérations faites par ces institutions ne doivent pas remplir impérieusement le caractère d'une parfaite liquidité. Leur principale préoccupation est de donner à leurs disponibilités des emplois exempts de risques. Ce n'est pas comme dans le cas des Banques d'affaires françaises qui travaillent avec leurs capitaux propres et qui, par conséquent, peuvent s'aventurer comme bon leur semble ; les banques allemandes, au contraire, seront obligées, tôt ou tard, à rembourser l'argent qu'on leur a confié et elles doivent par conséquent se limiter à des opérations *sûres*, sinon toujours *liquides*.

Telle étant la situation spéciale de ces établissements, passons maintenant à l'examen de la solidité des crédits accordés.

Dans ce but, écoutons d'abord l'opinion des banquiers allemands rassemblés au Congrès de Hambourg (1907) (1).

Ils s'étaient réunis à cette date pour délibérer, entre autres, s'il y avait des vices dans le système de fonctionnement des banques allemandes. Après avoir démontré que

(1) *France Economique et Financière*, 21 sept. 1907.

la crainte du retrait des dépôts n'est pas justifiée, parce que ces sommes sont en majorité des comptes courants créditeurs des industries, les orateurs ont affirmé que : « C'est une erreur de croire à l'augmentation des risques par suite de l'étroite fusion des dépôts avec le portefeuille correspondant des valeurs industrielles, car ce portefeuille est beaucoup plus liquide que celui des banques anglaises qui s'encombrent de valeurs qu'elles ne peuvent suivre et surveiller, tandis que les banquiers allemands, par la connaissance approfondie des affaires industrielles dans lesquelles ils entrent, grâce aussi à la réglementation minutieuse des émissions de valeurs, sont merveilleusement placés pour concilier les intérêts de la banque avec ceux des déposants ».

La crainte du risque est donc très faible pour les banquiers qui connaissent à fond les choses, qui s'entourent de renseignements, s'enquière de l'état des affaires, se font remettre les livres de commerce, les bilans, la correspondance des clients, qui font effectuer de véritables enquêtes techniques sur la valeur et l'avenir de l'affaire.

En dehors de cela, nous savons que la banque allemande a des racines profondes dans le milieu où elle vit, étant dirigée par des hommes qui y sont nés, qui connaissent le pays, qui ont eu l'occasion d'apprécier l'activité, l'habileté personnelle et l'honnêteté des commerçants et des industriels. Les grandes banques berlinoises, assimilant et transformant les banques de province en succursales, ont eu la prudence de laisser à leur tête l'ancien chef. « Ainsi ce n'est plus un directeur venu de la capitale, qui ignore les besoins intimes de la région dans laquelle sa banque doit exercer son influence et qui manque de crédit personnel, mais un homme rompu aux affaires locales, connaissant à fond quelle branche de l'industrie a le plus

besoin de crédit, possédant lui-même un crédit, apprécié par ses anciens clients qui ne voient dans la transformation de l'ancienne banque locale ou filiale d'une grande banque que la résultante de l'évolution économique moderne et qu'une nouvelle facilité à accorder un crédit encore plus large à l'industrie et au commerce locaux (1) ».

Le crédit accordé dans telles conditions semble ainsi reposer sur une base solide, même lorsqu'il se fait à découvert. Il n'y a donc pas des raisons sérieuses pour condamner un système qui n'est pas si éloigné de celui que nous avons approuvé en examinant la situation des Banques régionales de France. Lorsque le danger d'une retraite précipitée de fonds importants n'existe pas, on peut se permettre, sans courir aucun risque, de s'avancer dans la voie des immobilisations, — surtout quand on connaît « le milieu », à la perfection.

Nous allons également tenir compte dans notre appréciation de l'essor économique allemand, de l'expansion formidable de son industrie qui n'aurait pas pu se produire sans l'aide de ces organisations bancaires. Car si les méthodes employées par les banques allemandes ne peuvent pas toujours être considérées comme les meilleures, on doit, au moins, reconnaître l'immense service que ses établissements ont apporté à leur pays. En s'attachant étroitement aux affaires, elles n'ont jamais fait les choses à demi. Ainsi, comme disait le directeur d'une banque de Barmen : « C'est le crédit qui a enrichi l'Allemagne ! En France, les banques ne donnent pas, en général, de crédit en blanc au commerce et à l'industrie. Ici l'usage est courant. Dès que nous avons confiance dans la capacité et l'honnêteté d'un industriel ou d'un

(1) HUART (A.). *Op. cit.*, p. 172.

commerçant, il trouve chez nous tout l'argent qu'il lui faut. Je mets en fait que dans cette seule vallée de la Wupper, il n'y a pas, à l'heure qu'il est, moins de 200 millions prêtés par nos banques.

« Nous prêtons à 1 % au-dessus du taux officiel de la Reichsbank. Nous exigeons de plus 1/4 % de commission pour le mouvement général des transactions financières de l'emprunteur dont nous sommes naturellement chargés ; c'est-à-dire qu'un fabricant qui s'agrandit, et à qui nous avons consenti un prêt de 500.000 francs, par exemple, règle ses créanciers en tirant sur nous des traites. Nous payons et nous encaissons pour lui et sur le produit total de ces opérations nous prélevons 1/4 %. Donc, moyennant 1/4 % en sus du taux officiel de l'argent, un usinier sérieux peut obtenir de nous tous les capitaux nécessaires à ses affaires (1) ».

Les banques allemandes ont le grand mérite d'avoir tiré parti des enseignements fournis par les crises passées, de sorte qu'en 1914, lorsque la guerre éclata, elles surent faire face aux événements, dans des conditions très solides ; sans moratorium, ces banques purent répondre aux demandes générales de retrait qui leur furent présentées à ce moment. Aidées par la Reichsbank, elles réescomptèrent une partie de leur portefeuille dans les premiers jours de la panique ; ensuite, en vue de fortifier leurs disponibilités, elles élevèrent le taux d'intérêt des dépôts jusqu'à 3 1/2 %. La première étape passée, l'appât des dépôts fut rendu inutile par l'incessante croissance d'instruments monétaires imposée par les dépenses militaires.

Pendant la guerre, presque tous les chapitres de l'actif

(1) HURET (J.). *En Allemagne, Rhin et Westphalie*, p. 292.

des banques allemandes ayant à la base comme gage des titres d'Etat à court ou à long terme, il est évident que la force de ces établissements repose pendant cette période sur la solidité même de l'Etat.

Quant à leurs opérations commerciales, indiquées dans le tableau suivant, elles ont rapidement diminué et presque disparu à cause du blocus, et ne sont ressuscitées qu'avec l'armistice. Ainsi les cas des avances sur marchandises et les acceptations.

Le chiffre des dépôts et comptes-courants a quadruplé à la fin de la guerre et il ne cesse pas de doubler encore pendant l'année suivante. Cette abondance de ressources fut facilitée par l'accroissement de signes monétaires et par le fait que les commerçants qui liquidaient leurs stocks de matières premières, ne pouvaient plus s'en procurer d'autres à l'étranger, pour remplir leurs magasins.

La rubrique « encaisse » se fortifie dans la même mesure, afin d'avoir une garantie plus forte pour la valeur accrue des dépôts.

L'énorme chiffre des « escomptes et bons du Trésor », veut dire qu'au fur et à mesure que le public apportait aux banques les fonds dont il disposait, celles-ci souscrivaient, escomptaient les bons du Trésor.

La rubrique « comptes-courants débiteurs », qui représente généralement des avances aux industriels ou négociants, est constituée dans une large mesure par les avances aux communes et aux Etats particuliers, car le gouvernement de l'Empire, voulant éviter la concurrence, leur interdit d'émettre, pendant la guerre, des emprunts à long terme. Alors on a été forcé de recourir à toutes les voies de l'emprunt à courte échéance et surtout aux comptes-courants débiteurs.

Bilans des 8 grandes Banques berlinoises au 31 décembre, de 1913 à 1919

(en millions de marks)

(D'après *Moniteur des Intérêts matériels*, 24 juillet 1920)

	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
Actif							
Espèces en caisse, à la Reichsbank et dans les autres Banques.....	672	924	1.142	1.494	2.600	2.404	6.112
Portefeuille d'escompte et Bons du Trésor.....	1.765	1.808	2.490	3.960	7.152	11.280	23.096
Reportis et avances sur titres.....	704	741	893	1.333	1.828	1.980	1.604
Avances sur marchandises.....	509	175	208	262	276	315	851
Comptes courants débiteurs.....	2.852	3.218	3.312	3.392	4.535	4.693	9.372
Portefeuille-titres.....	401	446	442	441	578	790	585
Passif							
Capital et réserves.....	1.465	1.711	1.711	1.715	1.896	1.896	1.899
Dépôts et comptes courants créditeurs.....	4.803	5.320	6.853	9.396	15.278	19.695	39.137
Acceptations et chèques non encaissés.....	1.308	1.015	611	384	397	371	956
Avals.....	548	475	536	584	1.008	1.705	6.108

Les avals qui étaient autrefois les cautionnements pour les lettres de change des particuliers, deviennent pendant dans les pays neutres en vue d'empêcher la dépréciation la guerre cautionnements des emprunts faits par l'Etat de la monnaie nationale. Cette somme est très élevée en 1919 à cause de la baisse du change.

Après l'armistice, l'accroissement des dépôts et comptes-courants s'accroît et cette fois-ci ce sont les spéculateurs étrangers qui y ont contribué, en achetant des marks et en les laissant en dépôt dans les banques. Le rapport entre le capital actions des banques et le montant de leurs dépôts qui était autrefois environ de 1 à 4, est dans le dernier bilan de 1 à 20. Les établissements de crédit se trouvent ainsi exposés à des retraits soudains et en masse, que peuvent déclencher des crises politiques et économiques inattendues et toujours possibles. Sur les 39 milliards de dépôts, il y a environ 35 milliards à échéance de moins de sept jours.

Pour ce motif, les mêmes banques qui accordaient facilement des crédits personnels avant la guerre, font maintenant preuve d'une parfaite compréhension de la situation. Tout en aidant la reprise des affaires, — puisque nous remarquons l'augmentation du chiffre des acceptations, le sextuplement des avances sur marchandises, le doublement des comptes-courants débiteurs, — elles continuent néanmoins à avoir la tendance naturelle de placer la majorité des fonds en bons du Trésor, toujours réescomptables à la Reichsbank. Mais il va sans dire que la solvabilité de l'Empire est la clef de voûte de tout l'édifice bancaire, qui tomberait en ruines, malgré toutes les précautions prises, s'il venait à s'écrouler.

CHAPITRE V

LA CARACTÉRISTIQUE DES GRANDES BANQUES ROUMAINES

Les grandes banques de Roumanie présentent, dans une large mesure, les traits caractéristiques du système allemand. L'étude de leur activité semble néanmoins pleine d'intérêt, lorsqu'on tient compte du milieu où elles travaillent et des méthodes nouvelles qu'elles emploient.

Débutant dans un pays où les escomptes, reports et les autres opérations d'une simple Banque de dépôt ne présentaient pas une ampleur suffisante et, d'autre part, attirées par les multiples richesses naturelles inexploitées promettant des profits sûrs et élevés à tout exploitateur intelligent, les Sociétés roumaines de crédit n'hésitèrent pas à prendre des initiatives et à les réaliser à leur meilleur avantage.

Contrairement à ce qui fut fait en France, les banques roumaines commencèrent à acheter, pour leur propre compte, des petites entreprises, préparant ainsi la voie à l'expansion future. De plus, lorsque les situations étaient favorables, elles procédaient à l'agrandissement des affaires existantes, soit par fusion, soit par transformation en commandites ou Sociétés anonymes. Les titres émis étaient généralement placés parmi les capitalistes de leur entourage ou gardés dans le portefeuille de la banque ; le nombre des actionnaires était toujours très réduit.

Le placement des actions par voie de souscription publique, si en faveur dans les pays d'Occident, n'est connu par les épargnants roumains que depuis une dizaine d'années. La grande majorité des anciennes Sociétés anonymes, tout en présentant l'aspect national, appartenaient à des ressortissants des puissances centrales et qui assuraient la direction des affaires dans le sens convenant au mieux à leur propre intérêt. Ils étaient notamment maîtres des Sociétés pour l'exploitation du pétrole et des forêts.

L'épargne du pays étant insuffisante ou peu disposée à s'engager dans l'industrie, les souscriptions des entreprises de grande envergure étaient généralement ouvertes à l'étranger. De cette manière, 80 % des capitaux nécessaires à la création de ces affaires furent importés avant la guerre. Voici la répartition de ces ressources d'après leur pays d'origine (1) :

	LEI	PROPORTION	NATURE DES PLACEMENTS
Allemagne	120 820.175	ou 23,7%	majorité dans le pétrole.
Pays-Bas	97 901.246	— 19,5%	seulement — —
Angleterre.....	96.922.938	— 18,8%	majorité — —
Autriche-Hongrie.	65.539.525	— 12,9%	— — les forêts.
Belgique	57.945.327	— 11,8%	— — le sucre.
France.....	36.763.000	— 7,3%	— — le pétrole.
Amérique	25.000.000	— 4,8%	seulement — —
Italiè.	7.550.000	— 1,4%	majorité — —
Bulgarie	1.577.025	— 0,4%	dans diverses entreprises.
TOTAL....	511.019 236	— 100%	

Bien qu'un remarquable effort fut fait par les banques roumaines, surtout par celles à caractère purement national, le chiffre des capitaux indigènes employés dans les industries du pays furent sensiblement infé-

(1) Chiffres d'après SLAVESCU (V.) *Marea finantza din Romania in vreme de Rasboi.*

rieurs à ceux venus de l'étranger. Il est bien évident que ceux qui expatriaient leur épargne ne visaient qu'aux affaires à production sûre et largement rémunératrice.

La fausseté de cette situation fut rendue évidente à l'éclatement de la guerre lorsque la Roumanie, entourée de belligérants, dut cesser toute relation d'échange avec les pays à industrialisation développée. L'on put se rendre ainsi compte — trop tard malheureusement, — des grandes fautes commises par défaut de prévoyance, la situation étant devenue bientôt alarmante par le manque absolu de toute industrie la plus élémentaire et la plus indispensable.

Les enseignements de la guerre ont largement modifié la mentalité et les habitudes du passé. Dans les pays jeunes surtout, on a assisté dernièrement à des transformations politiques, sociales et économiques auxquelles un siècle de vie normale n'aurait pas suffi pour y arriver.

Après la cessation des hostilités, l'esprit d'initiative prit des proportions inouïes. — Les banques de Roumanie, de leur côté, se préparent pour une activité beaucoup plus intense que celle à laquelle elles avaient été habituées jusqu'ici. Afin d'avancer dans la voie des créations d'entreprises, domaine non exempt de risques et qui impose de sérieuses précautions, — notamment pour une banque utilisant largement l'argent d'autrui déposé à titre provisoire, — les Sociétés roumaines de crédit ont pris la disposition d'accroître leurs « ressources propres ». Par des émissions successives, elles ont augmenté leurs capitaux dans des proportions très sensibles ; de même, elles ont fortifié leurs réserves à l'occasion de chaque nouvelle émission, fixant pour les actions un prix de vente supérieur à leur valeur nominale. De plus,

chaque établissement, dans la proportion des engagements envers les déposants, s'est préoccupé soigneusement à détacher de ses profits annuels des sommes assez élevées, pour augmenter le chiffre des réserves.

La majoration de ce chiffre, pour les huit grandes banques roumaines, est indiquée dans le tableau ci-après (en milliers lei) (1) :

		1915	1920	Proportion de
Banque Roumaine	{ Capital	25 468	160 000	628 %
	{ Réserves	2.647	77 366	2926 %
Banque Marmorosch, Blank	{ Capital	20.000	125.000	625 %
	{ Réserves	15.000	140.000	933 %
Banque de Crédit Roumain	{ Capital	20.000	70 000	350 %
	{ Réserves	10.350	27.000	260 %
Banque d'Escompte	{ Capital	10 000	80.000	800 %
	{ Réserves	1.042	20.765	1990 %
Banque gén. du Pays-Roumain	{ Capital	15.000	60 000	400 %
	{ Réserves	5.000	47.305	946 %
Banque commerc Roumaine	{ Capital	12.000	50.000	416 %
	{ Réserves	1.552	18 294	1178 %
Banque agricole	{ Capital	18.000	90.000	500 %
	{ Réserves	10.212	85.439	836 %
Banque du commerce	{ Capital	6.483	65.000	1050 %
	{ Réserves	6.762	61.500	909 %

Il est à remarquer dans ce tableau l'accroissement considérable des « ressources propres » pour les établissements dont les « dépôts » sont augmentés dans la même mesure, comme c'est le cas de la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}. De même pour la Banque du Commerce qui, avant la guerre, était une simple banque de dépôts et qui, maintenant, se dirige comme les autres sociétés de crédit, vers la création d'entreprises.

(1) Les chiffres pour l'exercice 1920 empruntés au *Bulletin d'informations économico-financières de la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}*.

Cette constatation, en ce qui concerne l'acheminement des établissements de crédit de Roumanie vers le véritable type de Banques d'affaires, est rendue plus évidente encore dans le cas de la Banque de la Nation, petite banque, créée en 1915, au capital de 200.000 lei, qui, par des émissions successives de nouvelles actions, arrive, en octobre 1919, à 39 millions lei capital et réserves.

Augmentant ainsi leurs ressources propres, les banques roumaines ont commencé l'œuvre d'industrialisation du pays, ayant comme objet principalement les affaires de toute première nécessité, négligées par le passé. Voici les directions (1) dans lesquelles elles se sont intéressées :

1. La Banque Roumaine a des participations permanentes et très élevées dans 28 affaires industrielles, commerciales et financières et notamment des entreprises de navigation sur la mer Noire et sur le Danube ; industries forestières, minières, typographiques, constructions de machines, minoterie, société pour l'organisation du commerce d'importation et d'exportation, etc.

3. La Banque d'Escompte de Roumanie est intéressée dans des industries pour la fabrication du sucre, de la bière, de l'alcool, de verreries, entreprises de navigation, de produits alimentaires. Elle participe à l'industrie du pétrole, de la fabrication des tissus, etc. Elle est le principal actionnaire dans la « Compagnie générale de l'Europe centrale », créée dans le but d'organiser l'importation et l'exportation de marchandises, de construire des ponts, chemins de fer, ateliers, fabriques, etc.

3. La Banque d'escompte de Roumanie est intéressée dans des entreprises d'exploitation forestières, de pro-

(1) Renseignements d'après V. SLAVESCU. *Op. cit.*

duits chimiques, minoteries, produits alimentaires, tanneries, fabriques de briques, etc.

4. La Banque Agricole est entrée un peu plus tard dans la voie des participations et, suivant le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale de mars 1919, « elle cherche à se diriger vers les entreprises commerciales et industrielles ». Elle a participé à l'augmentation du capital de certaines banques, à la création de quelques sociétés de commerce, de l'exploitation du charbon, des hôtels, etc.

5. La Banque de Crédit Roumain, sous séquestre judiciaire en raison de son caractère en partie allemand, s'est trouvée dans l'impossibilité de prendre le même développement. Elle a cependant des intérêts dans une fabrique d'huiles, une société de conserves alimentaires, une société d'industries textiles, une fabrique de bougies et de savon, et dans quelques industries métallurgiques, etc., etc.

6. La Banque Commerciale est intéressée dans une société pour la fabrication du papier, une société pour l'industrie du bois, une société métallurgique, une fabrique de sucre, une société typographique, etc.

7. La Banque Générale du Pays Roumain a créé et participé à trois grandes sociétés pétrolifères, une société pour l'exploitation des forêts, etc.

8. La Banque Commerciale ayant décuplé son capital d'avant-guerre, s'intéresse depuis quelque temps à la création de quelques entreprises à caractère local.

Le phénomène d'intense activité, que l'on remarque depuis deux ans en Roumanie, n'est pas isolé et limité ; il s'est produit partout où la guerre a multiplié « les différents succédanés de la monnaie » ; seulement, dans

aucun pays il n'a pas eu une évolution si accélérée par rapport au passé.

L'emploi des capitaux dans des entreprises nationales sera certainement facilité par l'expropriation de tous les grands domaines ruraux de Roumanie. Des disponibilités immenses viendront s'attacher au mouvement conduit jusqu'ici par les institutions bancaires du pays.

Nous allons maintenant examiner l'activité de ces banques en comparaison de celle des institutions de crédit qui ont fait l'objet de la première partie de notre étude.

Les banques roumaines n'ont pas la séparation d'attributions, pratiquée ailleurs. Elles sont des banques « à tout faire », utilisant pour leurs opérations, soit les ressources propres, soit surtout celles qu'on laisse en dépôt chez elles. Ce qui nous intéresse en ce cas est de savoir si, dans l'ensemble de leurs opérations, ces établissements se préoccupent suffisamment de la liquidité des fonds dont on pourrait leur demander le remboursement à un certain moment.

Nous prendrons donc, d'une part, les dépôts et les comptes-courants du passif de chaque grande banque roumaine et, d'autre part, les possibilités de mobilisation des valeurs contenues dans les rubriques de l'actif. Parmi ces dernières figureront : 1) toutes les disponibilités de caisse de chaque banque ; 2) les valeurs qui pourront être laissées en gage à la Banque centrale d'émission, c'est-à-dire 50 % du « portefeuille-titres » ; 3) les effets pouvant être réescomptés à la « Banque nationale » et qui peuvent être estimés à 50 % du « portefeuille-effets », et enfin 4) 20 % de « comptes-courants débiteurs », qui, dans les bilans roumains, représentent

les avances sur titres (les autres 80 % figurant les avances sur garantie d'hypothèque, etc.).

En tenant compte de ces considérations, la situation des huit grandes banques roumaines au 31 décembre 1919 (en milliers de lei) est la suivante :

Banques	Dépôts	Liquidité	Liquidité p. rapport aux dépôts
Banque Roumaine.....	220.592	149.744	40,4 %
— Marmorosch ..	1084.161	581.948	55,7 %
— Générale	165.228	54.070	32,7 %
— de Crédit	221.868	113.543	51,1 %
— Agricole	143.950	37.440	26,0 %
— d'Escompte ...	140.876	69.832	49,5 %
— Commerciale ..	202.775	152.309	75,1 %
— du Commerce.	47.239	74.534	157,7 %
TOTAL.....	2233.889	1229.440	moyenne : 55 %

Par conséquent, la liquidité pour l'ensemble de ces banques ne représente qu'un peu plus de la moitié de ce qu'elle devrait être.

Malgré cette constatation, il faut reconnaître que les dépôts de ces banques n'ont pas dans leur totalité le caractère d'une égale exigibilité ; des sommes assez importantes sont constituées par les dépôts à terme. De même, les relations d'étroite amitié et confiance existant entre les banques et leurs déposants, sont une garantie que les demandes de remboursement ne présenteront pas la même urgence en cas d'un « run ».

Nonobstant les circonstances particulières mentionnées, dans lesquelles les Banques roumaines se trouvent par rapport à leurs clients, il serait plus prudent — et cela chaque fois qu'elles se trouvent dans l'obligation d'utiliser en grande partie les fonds à elle confiés, — d'augmenter les précautions dans leur placement.

Les banques peuvent continuer avantageusement l'œuvre de création et de consolidation commencée, mais

la sagesse la plus élémentaire conseillant à ne pas faire des opérations de banque d'affaire avec les fonds d'une banque de dépôt, elles devraient renforcer davantage leurs ressources propres, pour remplir toutes les conditions de garantie voulue.

La situation géographique du territoire roumain, la valeur de ses richesses naturelles, l'intelligence d'une population vigoureuse et ouverte au progrès, forment un ensemble d'un heureux présage. — Il est à souhaiter qu'une plus sage organisation et un meilleur usage de toutes les forces nationales combinés avec les initiatives prudentes et intelligentes des associations financières roumaines contribueront à un relèvement rapide du pays.

CONCLUSION

Après l'examen détaillé des différents systèmes de banque dont le but essentiel est la création et le développement d'entreprises de toute nature, nous sommes amenés à reconnaître la supériorité du type de Banque d'affaires commandant certaines régions de la France.

Tout en suivant les principes de la traditionnelle prudence française, ces associations financières régionales ont donné les meilleures preuves d'une initiative intelligente et féconde.

Assurément, elles ne remplissent pas toutes les conditions d'une Banque d'affaires classique, puisqu'une partie de leurs ressources provient de dépôts confiés par le public ; toutefois, elles ne peuvent pas être considérées comme Banque de dépôts, car la majorité des fonds utilisés est constituée par leur capital social et employée dans des opérations qui supposent une immobilisation plus ou moins longue.

Notre appréciation ne doit pas être guidée par la rigidité des formules, mais par l'esprit dans lequel est conduite l'activité d'une maison de banque. Et alors il faut reconnaître que les banques d'affaires régionales font pleinement leur devoir.

Attachées profondément à la région où elles ont pris naissance et dirigées par les hommes qui connaissent la contrée, les ressources exploitées ou encore latentes, les commerçants et les industriels les plus capables de les mettre en œuvre, ces banques se trouvent dans les meilleures conditions pour donner une impulsion efficace à la vie économique du pays.

Une société de capitaux réunissant ces conditions peut s'élancer hardiment dans le domaine des immobilisations. Le fantôme des dépôts n'est pas là pour l'empêcher

d'avancer dans cette voie et d'autre part la solidité de ces affaires présente la meilleure garantie de réussite.

Maintenant, quant il s'agit de réoutiller la France et de lui donner tout l'appareil nécessaire à son relèvement et à son progrès, lorsque l'ensemble de travaux à faire présente des proportions presque illimitées, la réunion de toutes les associations financières du pays s'impose. Les grandes Banques d'affaire de Paris doivent changer un peu leurs habitudes du passé et se diriger vers les entreprises nationales qui sollicitent leur intervention.

Quant au rétablissement des autres pays pour lesquels les conséquences de la guerre sont plus ou moins profondes, on aura à suivre des voies spéciales au degré de leur déséquilibre présent.

Les forces financières locales ne pourront rien faire dans un pays où le système monétaire est complètement détérioré. Il faudra avant tout réduire la multiplicité des signes monétaires, qui, dans l'état actuel, ne sont plus capables de servir comme mesure des valeurs. Dans ce sens, on s'efforcera d'établir, le plus tôt possible, un équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat. Ensuite, quand les preuves du relèvement seront évidentes, on pourra faire appel aux capitalistes des pays à vie normale, contractant des emprunts remboursables à longue échéance.

Lorsque la vie économique de ces régions sera presque normale, les Banques d'affaires indigènes pourront recommencer efficacement leur rôle.

Dès que les peuples arriveront à l'équilibre d'autrefois, les associations de capitaux des pays riches auront la liberté de chercher leur intérêt partout où la nécessité du progrès demandera leur intervention.

En attendant, chacun doit travailler chez soi.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNAUNÉ. — *La monnaie, le crédit et le change*. 5^e édit. Paris 1913.
- BARETY. — *L'évolution des banques locales en France et Allemagne*. Thèse. Paris 1908.
- BEAUREGARD. — *La vie économique en France pendant la guerre*. Edit. Berger-Levrault, 1917.
- BLONDEL. — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*. Paris 1899.
- BROCARD. — *Concentration et centralisation dans le commerce de Banque*. 1908.
- BUFFET. — *Du Régionalisme au Nationalisme Financier*. 1917.
- CASASUS. — *Les institutions de crédit*. Bruxelles 1900.
- CAUWÈS. — *Cours d'écon. politique*. II^e partie, 3^e édit. Paris 1893.
- COLLAS. — *La Banque de Paris et des Pays-Bas*. Thèse. Dijon 1908.
- DOMERGUE. — *La question des Sociétés de Crédit*. 1909. Paris.
- DUFOURCQ (L.). — *Le Crédit et les Banques*. Paris 1919.
- ENÉ (E.). — *Banques en Roumanie*. Thèse. Paris 1913.
- FAYRE. — *L'évasion économique*. Paris 1918.
- FOURNIAL (P.). — *Du rôle des Banques avant, pendant et après la guerre*. Thèse. Poitiers 1919.
- HUART (A.). — *L'organisation du Crédit en France*. Paris, Giard et Brière, 1913.
- JACQUEMARD. — *Les Banques lorraines*. Thèse. Paris 1911.
- KAUFMANN. — *La Banque en France*. 1914.
- LANDRY (A.). — *Le Crédit industriel et commercial*. 1914.
- LEVY (RAPHAËL-GEORGES). — *Qu'est-ce qu'une Banque ?* Paris 1918.
- LIESSE (ANDRÉ). — *L'organisation du Crédit en Allemagne et en France*. Berger-Levrault, 1913.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Manuel de Droit commercial*. 1887.
- LYSIS. — *Contre l'oligarchie financière en France*. Paris 1916.
- *Politique et finance d'avant-guerre*. Paris 1920.
- MARTIN (GERMAIN). — *Les problèmes du Crédit en France*. Paris. Payot et C^{ie}, 1919.

- NEYMARCK. — 1. *Les valeurs mobilières en France*. Paris 1908.
— 2. *Les établissements de crédit en France depuis cinquante ans*. 1908.
— 3. *Finances contemporaines*. Tome VI. Paris 1911.
— 4. *Que doit-on faire de son argent ?* Paris 1913.
- ODIER. — *La renaissance des Banques locales*. Thèse. Paris 1913.
- RAFFALOVICH. — *Le marché financier, les Dettes publiques et l'inflation pendant la guerre*. Paris 1920.
- RIBAYROL. — *De l'organisation bancaire en France*. Thèse. Toulouse 1912.
- RIST (CHARLES). — *Cours d'Econ. politique*. Doctorat 1918-19 et 1919-20.
- SAINT-MAURICE. — *Histoire des Sociétés de crédit en France*. 1911.
- SAUREL. — *Sociétés de crédit contre Banques locales*. Thèse. Paris 1901.
- SAYOUS. — *Les Banques de dépôts, de crédit et les Sociétés financières*. Paris 1901.
- SIMON (G.). — *Banques et institutions de crédit*. Paris 1912.
- SLAVESCU (VICTOR). — *Marea finantza din Romania în vreme de Rasboi*. Bucarest 1920.
- TERREL et LEJEUNE. — *Traité des opérations commerciales de Banque*. II^e édit. Paris, Masson et C^{ie}. 1921.
- THÉRY (E.). — *Le crédit et l'industrie en France*. Paris.
- THOMAS. — *Notions historiques sur le développement en France des grandes Sociétés de crédit*. Thèse. Paris 1913.
- TRUCHY. — *Cours d'Economie politique*. 1919.

PÉRIODIQUES

- Les Rapports des Conseils d'adm. aux Assemblées gén. des Banques d'affaires.*
- Journal de la Société de statistique de Paris.*
- *des Economistes.*
- L'Economiste Français.*
- *Européen.*
- La Revue politique et parlementaire.*
- *d'économie politique.*
- La France Economique et financière.*
- L'Annuaire des agents de change (1915-1917).*
- Bulletin d'études et informations économiques-financières de la Banque Marmorosch, Blank et C^{ie}.*
- Bulletin financier de la Banque d'Alsace et de Lorraine.*
- Moniteur des intérêts matériels.*
- La vie financière.*
- L'information.*
- L'actualité financière.*
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I ^{er} . — PARALLÈLE ENTRE LES BANQUES D'AFFAIRES ET LES BANQUES DE DÉPOT.....	
§ 1. CARACTÈRES GÉNÉRAUX	13
§ 2. LA NATURE DES FONDS	16
§ 3. LA NATURE DES OPÉRATIONS	19
CHAPITRE II. — LES GRANDES BANQUES D'AFFAIRES DE PARIS.....	
§ 1. VUE GÉNÉRALE	27
§ 2. LE MÉCANISME DES SYNDICATS D'ÉMISSION...	30
§ 3. LES-ÉMISSIONS DE TITRES.....	38
a) <i>Considérations</i>	38
b) <i>Les modalités d'une émission</i>	42
c) <i>Le rôle des titres émis</i>	45
§ 4. LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS...	48
§ 5. LA BANQUE DE L'UNION PARISIENNE	57
§ 6. LA BANQUE FRANÇAISE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE	64
§ 7. LE CRÉDIT MOBILIER FRANÇAIS.....	69

CHAPITRE III. — LES BANQUES D'AFFAIRES RÉGIONALES	75
§ 1. LEURS CARACTÈRES ET LEUR RÔLE.....	75
§ 2. LES BANQUES NANCÉIENNES	86
§ 3. POUR LE RELÈVEMENT DE LA FRANCE.....	94
CHAPITRE IV. — LA POLITIQUE DES BANQUES ALLEMANDES	101
CHAPITRE V. — LA CARACTÉRISTIQUE DES GRANDES BANQUES ROU- MAINES	113
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	125

Paris, le 26 avril 1921.

Vu :

Le Président de la Thèse :

FERNAND FAURE.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. APPELL.

